Quel est l'état de l'insertion professionnelle des jeunes journalistes dans le marché du travail journalistique ? Le cas de la France et du Québec

Cécile Marche

▶ **To cite this version:**

Cécile Marche. Quel est l'état de l'insertion professionnelle des jeunes journalistes dans le marché du travail journalistique ? Le cas de la France et du Québec. Sciences de l'information et de la communication. 2013. dumas-00871194

HAL Id: dumas-00871194

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00871194

Submitted on 9 Oct 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Stendhal Grenoble 3 UFR LLASIC
Département Journalisme

Quel est l'état de l'insertion professionnelle des jeunes journalistes dans le marché du travail journalistique?

Le cas de la France et du Québec

Mémoire de Master professionnel Journalisme
présenté par Cécile Marche

Sous la direction de Maria Holubowicz
Année universitaire 2012-2013

Université Stendhal Grenoble 3

UFR LLASIC

Département Journalisme

Quel est l'état de l'insertion professionnelle des jeunes journalistes dans le marché du travail journalistique?

Le cas de la France et du Québec

Mémoire présenté par Cécile Marche

Sous la direction de Maria Holubowicz

Année universitaire 2012/2013

Remerciements

Je souhaite remercier toutes les personnes qui, en France et au Québec ont participé à ce travail de recherche, à travers leurs nombreux témoignages et réponses à mon questionnaire d'enquête. Je remercie également ma tutrice de mémoire, Maria Holubowicz qui a su répondre à mes interrogations et m'aiguiller dans la réalisation de ce mémoire et Nathalie Pignard-Cheynel, pour son aide. Enfin, je remercie particulièrement mes proches, famille et amis pour leur soutien.

SOMMAIRE

INTRODUCTION....4

PREMIÈRE PARTIE : ETAT DES LIEUX DE LA PROFESSION DE JOURNALISTE EN FRANCE 6

1/Une profession fragilisée : les journalistes face au marché de l'emploi 7

2/La photographie de la profession : l'évolution des nouveaux entrants dans la profession 9

3/Dans quel marché du travail les jeunes journalistes s'insèrent-t-ils ? 13

4/La question de l'adéquation de la formation au marché du travail 16

DEUXIÈME PARTIE : LA PRÉCARISATION ORGANISÉE DU MÉTIER.....20

1/Jeunesse et précarité 21

2/Les mécanismes de la précarité 21

3/La déconstruction de la profession comme vecteur de la précarité : le cas d'Internet 24

TROISIÈME PARTIE : LE WEB AU SECOURS DE L'INSERTION DES JEUNES JOURNALISTES ? 27

1/Comment internet a changé la profession de journaliste 28

2/ L'impact des mutations technologiques sur les journalistes 30

3 / Quelques défis à relever 32

QUATRIÈME PARTIE : L'INSERTION DES JOURNALISTES À L'ÉTRANGER :LE CAS DU QUEBEC 33

1/Etat des lieux du marché du travail en journalisme 34

2/Mise en contexte, photographie de la profession au Québec 34

3/Qui sont les journalistes québécois? 36

4/Des jeunes journalistes toujours plus formés comme en France ? 37

5/Dans quel marché les jeunes journalistes québécois s'insèrent-ils ? 39

6/ Les journalistes québécois et Internet 40

7/Des journalistes mieux « lotis » qu'en France ? 41

CONCLUSION 43

BIBLIOGRAPHIE....44

ANNEXES....46

Introduction

Mutations économiques, technologiques et structurelles ont bouleversé la profession de journaliste. Aux Etats-Unis, Philip Meyer[1], le puissant patron de News Corp, a même parié sur la date des funérailles de la presse en avril 2040. Avec des milliers de licenciements de journalistes chez nos confrères américains en 2008, le journalisme en France n'a pas été épargné par une série de bouleversements. La chute des ventes de journaux, la concurrence des gratuits et arrivée d'Internet, ont entraîné des plans sociaux : à l'Equipe, un plan de départs volontaires menace 40 postes sur 490 depuis 2012, et certains journaux ont été liquidés comme France Soir en 2012. Bernard Poulet a d'ailleurs résumé les principaux changements qui ont affecté les quotidiens : la gratuité, la désaffection du public, les pertes de revenus publicitaires vers Internet. Ce sont autant de facteurs qui influencent, fragilisent le journalisme et peuvent donc avoir des impacts sur l'insertion professionnelle des nouveaux entrants, aussi appelés jeunes journalistes, dans la profession. Il est donc intéressant, en tant qu'étudiante en fin de cursus en école de journalisme, et faisant partie de ces nouveaux entrants, de faire un état des lieux du marché du travail journalistique, afin d'en cerner ses difficultés. La problématique de l'état de l'insertion des jeunes journalistes en France, permet également d'aborder les enjeux de cette profession : nous en verrons deux principalement, les effets de la précarisation et les bouleversements technologiques liés à l'arrivée d'Internet et du numérique sur notre profession. Ce mémoire de recherche permettra aussi de relayer la parole de jeunes journalistes, à travers notre enquête menée auprès d'une population hétéroclite de journalistes. Au-delà des résultats difficilement représentatifs et généralisables à l'ensemble des journalistes, cette enquête permettra de mieux cerner les difficultés rencontrées par les jeunes journalistes en matière d'insertion professionnelle, pour coller au plus près des nouvelles réalités du métier. Toutes ces données nous permettrons alors de répondre à ces interrogations :

Quelle est aujourd'hui l'état du marché du travail en journalisme ? A-t-il évolué au fil du temps ? Quel est le profil des nouveaux journalistes entrants sur ce marché ? A quelles difficultés peuvent-ils être confrontés à leur arrivée sur le marché du travail?

Nos hypothèses de départ, sont que le marché du travail en journalisme est de plus en plus difficile, notamment à cause des difficultés économiques du secteur. Nous verrons alors si ce marché a évolué dans le temps et comporte toujours son lot de difficultés. Puis nous verrons

[1] Philip Meyer (2004) *The Vanishing Newspaper: Saving journalism in the information age*, University of Missouri Press.

si les jeunes journalistes dans la profession, sont victimes de ce marché instable, et si l'essor des médias en ligne leur permet de trouver des emplois stables. Par jeunes journalistes, nous entendons, toutes les personnes entrantes dans la profession, les débutants, les nouveaux entrants sortis de formation reconnue ou non, sans nous borner à les cadrer dans une tranche d'âge définie.

Pour ce faire, nous commencerons par faire l'état des lieux de la profession, confrontée à une série de bouleversements, de crises structurelles et économiques. Nous nous baserons alors sur les études sociodémographiques existantes, qui, il convient de le souligner, sont un peu datées, mais que nous tenterons de réactualiser grâce aux données de la CCIJP, les plus récentes datant de 2010. Pour appuyer ces données et donner un aperçu de la situation actuelle des nouveaux entrants sur le marché journalistique en 2013, nous nous appuierons sur notre enquête menée auprès des journalistes par le biais d'un questionnaire véhiculé sur internet. L'expertise des nombreux chercheurs et spécialistes de la question de l'insertion des nouveaux journalistes comme Dominique Marchetti, Denis Ruellan Valérie Devillard, et Christine Leteinturier nous permettra alors de cerner les profils de jeunes entrants dans la profession.

Enfin, nous terminerons ce travail de recherche par une ouverture sur le cas des nouveaux journalistes au Québec, puisque j'ai eu la chance de participer à un séjour d'études à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Ce séjour m'a permis d'échanger avec des professionnels et d'effectuer une enquête auprès des journalistes québécois, basée sur le même questionnaire qui a été remis aux journalistes français via internet. Ce parallèle avec la province francophone du Québec, sera pertinent, puisque la Belle province attire de plus en plus de jeunes français. Il permettra aussi de voir les différences de pratiques journalistiques entre les deux pays, et de voir si les difficultés rencontrées par les nouveaux journalistes en France se répètent à des milliers de kilomètres de l'Hexagone.

<u>Première partie</u> : Etat des lieux de la profession de journaliste en France

1/Une profession fragilisée : les journalistes face au marché de l'emploi

- Démarche préalable

Afin de cerner qu'elles sont les modalités d'entrée des nouveaux journalistes sur le marché du travail et leurs difficultés éventuelles d'insertion, il convient de commencer ce travail de recherche par une photographie de la profession actuelle.

Pour ce faire, nous nous baserons sur les études statistiques existantes : les derniers chiffres émis en 2010 par la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP), qui publie, chaque année, en collaboration avec l'Observatoire des métiers, nombre d'enquête statistiques sur la population des journalistes. Pour compléter le tableau, nous aborderons les travaux de Valérie Devillard et Denis Ruellan qui avaient analysé, respectivement en 2001 et 2002, les résultats d'une étude portant sur le profil des nouveaux entrants dans la profession, à partir des nouveaux détenteurs de la carte de presse en 1990 et 1998. Un travail qui a été réalisé dans le cadre d'une étude menée par le CRAP (Centre de recherches administratives et politiques, Rennes), l'IFP (Institut français de presse, Paris 2), la CCIJP (Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels) et la Direction du développement des médias. Christine Leteinturier a par ailleurs, analysé les cas des nouveaux détenteurs de la carte de presse en 2008. L'analyse de ces études, des plus anciennes aux plus récentes nous permettra alors de voir qu'elle est l'évolution du marché du travail en journalisme et l'évolution des profils de journalistes dans le temps, et donc, de voir alors la place des nouveaux arrivants sur ce marché.

Aussi, pour agrémenter ce premier état des lieux, nous avons également réalisé une enquête, par questionnaire envoyé sur internet, qui a permis de récolter 64 réponses de journalistes français de tous bords, encartés, pigistes et jeunes diplômés de formation. Une enquête, bien que réalisée à titre illustratif, aura probablement un intérêt qualitatif, puisqu'elle a permis de recueillir des témoignages de jeunes journalistes, la plupart des répondants, étant sortis de formation, d'écoles reconnues ou non, au cours des trois dernières années. Les réponses de ces jeunes journalistes nous permettront de dégager des éléments de témoignages pouvant être mis en corrélation avec les données statistiques, les sources officielles recueillies par la CCIJP, les précédentes études des sociologues, pour ainsi, réactualiser les sources sur le profil des nouveaux journalistes.

Aussi, avant d'entamer l'état des lieux de la profession, il convient de rappeler ce que constitue l'insertion professionnelle. Selon Claude Dubar c'est : « Un espace entre la sortie de la formation et l'emploi, un espace concurrentiel »[2]. Une transition vers le marché du travail qui n'a pas toujours été si difficile. Pendant la période des Trente Glorieuses, la croissance des emplois et « l'adéquation formation-emploi » étaient reines, c'est-à-dire que les niveaux des filières, correspondaient aux niveaux de qualification du système d'emploi. Puis le contexte a décliné à partir des années 1970-1980. Aujourd'hui, l'insertion rime avec un espace concurrentiel, où la compétition pour l'emploi est rude dans un contexte où le chômage est élevé en France, et d'emplois devenus rares et précaires. La question de l'insertion devient alors croissante et importante au fil du temps. Pour comprendre les mécanismes qui la régissent, il convient selon Claude Dubar, de prendre en compte notamment le contexte d'apprentissage. Il souligne d'ailleurs un fait : l'importance du maintien de plus en plus long des élèves dans le système scolaire. Favorisant ainsi, une coupure entre la formation et le marché, pouvant conduire vers le chômage. Nous aborderons donc, la question du marché scolaire, liée indéniablement à la problématique de l'insertion.

Aussi, pour prendre le pouls de cette insertion professionnelle, il faut tenir compte de la diversité des trajectoires, des démarches des jeunes et objectifs, qui varient selon les profils. D'ailleurs nous verrons comment certains, préfèrent garder des emplois même instables pour une certaine liberté (partie II, sur la précarité). Comme le souligne C. Dubar, l'insertion ne peut être soumise à une unique logique. Parler d'insertion revient à analyser non seulement les logiques des acteurs, comme le comportement des entreprises de presse, les moyens utilisés afin d'intégrer les jeunes diplômés à leur entrée sur le marché du travail, les logiques économiques mais aussi les « trajectoires biographiques » des diplômés, leurs expériences sur le marché du travail.

Nous avons donc choisi d'analyser d'une part l'insertion des nouveaux arrivants sur le marché du travail, en dégageant les profils de journalistes entrants dans la profession et le type d'emplois qu'ils occupent. Aussi, pour compléter le travail de recherche, nous avons choisi de faire un état des lieux de la profession, des enjeux liés à l'insertion, tels que la précarisation (partie II) et l'influence du web (partie III).

[2] Claude Dubar, *La construction sociale de l'insertion professionnelle*, De Boeck Supérieur Education et sociétés, 2001/1 - no 7 pages 23 à 36, p.4

2/La photographie de la profession : l'évolution des nouveaux entrants dans la profession

Denis Ruellan et Valérie Devillard, en étudiant la question de la socialisation des journalistes entrants dans la profession, ont apporté une nouvelle pierre à l'édifice des enquêtes statistiques menées sur les journalistes. Leurs travaux ont permis de cerner les profils des nouveaux entrants dans la profession, ce qui nous intéresse particulièrement dans notre travail de recherche, portant sur les jeunes journalistes, c'est-à-dire, ceux qui sont entrés récemment sur le marché du travail journalistique. Ils ont étudié le cas des nouveaux détenteurs de la carte en 1990 et en 1998. Cette étude a été menée en 1999, soit dix ans après les derniers résultats de la CCIJP.

Leur travail a un double intérêt, puisqu'il permet de « relever le profil et l'intégration professionnelle des classes entrantes », et de « contribuer à l'état des lieux d'une profession en forte progression et fortement bousculée depuis une quinzaine d'années »[3]. Ainsi, les résultats nous permettent alors de dégager plusieurs éléments d'analyse de la profession au fil du temps que nous développons successivement ci-dessous.

- Un taux d'entrée élevé dans la profession

En 1990 et 1998, il y a 9,3 % de nouveaux titulaires de la carte de presse parmi les 26 614 journalistes répertoriés en 1990 et les 30510 journalistes récences en 1998 : alors qu'en 2010, il n'y a que 5 % de nouvelles demandes parmi les 37 415 journalistes encartés. 39% des entrants ont un diplôme inférieur ou égal à Bac +2, mais déjà à cette époque, Denis Ruellan, souligne que « la possession d'un diplôme ne constitue pas une garantie certaine de carrière ni de meilleures rémunérations. Néanmoins, elle prédispose à occuper un emploi dans les médias nationaux d'information générale et dans la presse technico-professionnelle. Inversement, une moindre formation conduit à intégrer les médias de proximité (presse quotidienne et hebdomadaire régionales). »[4]

[3] Denis Ruellan, *Socialisation des journalistes entrant dans la profession*, Quaderni, n°45, Automne 2001. Figures du journalisme : critique d'un imaginaire professionnel. pp.137-152, P.138

[4] Ibid, p.141

- La précarisation des jeunes, une donnée constante

Entre 1990 et 1998, le taux de pigistes a augmenté entre les deux cohortes, il est ainsi passé de 27,7 % à 31,2 %, des chiffres reliés « au contexte de précarisation et de dérégulation au cours de la décennie[5] ». En effet, à cette époque, les médias adoptent de nouvelles pratiques et intègrent les jeunes dans leurs entreprises sur des périodes plus ou moins longues de contrats discontinus et précaires. Ils constituent à cette époque des « viviers »[6] bon marché pour les entreprises de presse, qui les embauchent à l'aide de formes d'emplois précaires, sophistiquées et diverses : piges dont les tarifs ne sont pas fixés, ou paiement illégal en droits d'auteur, CDD à répétition, statut de correspondant local de presse. Autre symbole de la précarité grandissante : à l'époque les demandeurs de la carte de presse, doivent attendre un âge avancé de 31 ans en moyenne, afin d'obtenir la carte de presse (délivrée sur des critères financiers notamment).

Le droit d'entrée dans la profession s'est ainsi élevé : D'une promotion à l'autre, les séquences préprofessionnelles, les stages, piges et CDD se multiplient également. Valérie Devillard explique également que le nombre d'étapes traversées avant l'obtention de la carte de presse augmente entre 1990 et 1998 : 52,8 % des nouveaux entrants dans la profession avaient connu deux à trois étapes avant l'obtention de la carte : « un parcours du combattant (…) symptomatique d'une concurrence accrue sur les marchés des emplois journalistiques »[7]. La multiplication des contrats de tous types reflètent ainsi la difficulté à trouver un emploi stable dans le journalisme. Cette analyse peut être mise en relation avec les résultats de notre enquête, à laquelle ont répondu 64 journalistes. Ainsi, 60 % des répondants à la question de la nature de leur premier contrat pour leur premier emploi ont répondu avoir été employé en CDD, 23 % en piges contre 19 % en CDI. [8]

L'analyse des études faite par Valérie Devillard permet d'identifier les types de parcours effectués par les nouveaux entrants dans la profession. Ainsi, 57,6 % des nouveaux entrants de 1990 ont traversé des parcours stables (relevé en 1998), pour les parcours discontinus, ils sembleraient qu'ils n'aient pas bénéficié d'une formation professionnelle. Pourtant, les

[5] Denis Ruellan fait référence à l'augmentation du taux d'actifs salariés employés en intérim ou en CDD, passé de 4,3% à 6,6% entre mars 1994 et mars 1998 (chiffres de l'INSEE, toutes catégories professionnelles confondues). Dans ces chiffres, 7 ans après leur sortie de scolarité, la moitié des jeunes de la génération 1988 a connu au moins un emploi à durée limitée. D'après Ruellan cette augmentation est d'autant plus forte que le niveau de diplôme est faible. P.142

[6] Ibid, p.142

[7] Valérie Devillard (2002), *Les trajectoires des journalistes détenteurs de carte de presse entre 1990 et 1998. La montée de la précarité*, Communication et langages, n°133, 3e trimestre 2002, p.21-32. Citations extraites de la p.25.

[8] Résultats disponibles en annexe II en fin de mémoire

parcours stables n'ont pas été épargnés par des périodes de troubles : 15,4 % des stables ont connu plusieurs phases de chômage.

- Des nouveaux entrants toujours plus diplômés : l'évolution sensible de la formation en 20 ans

Même si les textes n'imposent pas de formation préalable avant d'accéder à la profession de journaliste, le passage par une formation permet toutefois dans un contexte actuel fragile de mutations technologiques et de crise économique de mettre toutes les chances de son côté pour trouver un emploi.

Aujourd'hui, un véritable marché de l'école s'est mis en place : on dénombre actuellement 13 écoles de journalisme reconnues, une vingtaine de formations universitaires, et une quarantaine d'écoles privées. Ainsi, chaque année, près de 400 journalistes sortent des écoles reconnues. Parmi eux, selon les chiffres de la CCIJP de 2008, 21,6 % sont issus des écoles reconnues par la Comission Paritaire Nationale de l'Emploi des Journalistes (CPNEJ) contre 28,3 % des écoles non reconnues et des universités. Pourtant, la part des jeunes diplômés reste faible par rapport à l'ensemble de la profession, ils ne représentent que 15 % de la profession. Mais ces résultats, sont néanmoins à nuancer selon Christine Leteinturier car les résultats de la CNPEJ ne prennent en compte que les formations reconnues par la CNPEJ. Si en 1990, avoir trois années de formation professionnelle n'était pas une norme, en 2008, d'après les données de la CCIJP, près de 27,7 % des nouveaux titulaires de la carte de presse avaient un bac +4 contre 21% en 1990. Ces jeunes journalistes sont issus en majorité, de filières information-communication (22 % et 77 % en 2008) ou des sciences humaines et sociales (21,28 %). Par ailleurs, 88% des répondants à la question de leur niveau d'études lors de notre enquête, ont répondu avoir un diplôme de Master.

La montée de la formation des jeunes s'accompagne d'une montée de la professionnalisation des nouveaux journalistes, qui cumulent de plus en plus de périodes de stages : en 2008, les diplômés cumulaient au moins quatre stages. Une tendance encore plus prononcée en 2013 puisque les résultats de notre enquête ont permis de constater l'allongement des périodes de stages des répondants : 59 % des répondants à la question du nombre de stages effectués, ont déclaré avoir fait plus de quatre stages durant leur formation. D'après l'analyse de Christine Leteinturier, qui a étudié le cas des nouveaux titulaires de la carte de presse en 2008, ces expériences sont réalisées au niveau régional, lieu d'implantation des principales écoles de journalisme reconnues.

- Plus diplômés et plus précaires

Pourtant, si dans les années 90, sortir de formation reconnue et cotée conduisait vers des médias généralistes nationaux ou permettait d'éviter des parcours de carrière discontinus, ce n'est plus le cas vraisemblablement aujourd'hui. Les résultats de notre étude corroborent d'ailleurs cette tendance : aujourd'hui sortir d'école de journalisme reconnue ne garantit pas forcément des facilités d'insertion sur le marché du travail.

Ainsi, un diplômé de l'IJBA en 2011, spécialité rédacteur TV, nous a confié : *« Après tous ces concours et la formation que l'on a reçus, j'ai travaillé 1 jour en octobre, 7 jours en novembre, 11 jours en décembre et 5 jours en janvier. Avec la crise, France Télévisions a réduit son budget et fait de moins en moins appel aux CDD » Ce jeune journaliste de 27 ans, pense aujourd'hui partir à l'étranger pour que son travail soit vraiment « considéré » dit-il.*

Le rapport du centre d'analyse stratégique sur l'emploi et le chômage des jeunes (2011) relatif à la relation entre le niveau d'études et le marché du travail l'explique bien : « l'élévation rapide du niveau de diplôme n'a guère relâché les tensions à l'entrée dans la vie active des jeunes dont les difficultés demeurent : chômage, statut d'emploi, salaire »[9].
La question de l'adéquation de la formation au marché du travail peut alors être soulevée. Car comme le souligne Christine Leteinturier, l'ensemble des atouts cumulés pendant la période de formation devrait constituer un cadre propice à une entrée relativement aisée sur le marché de l'emploi or, « la réalité du marché de l'emploi, les salaires peu attractifs, crée, selon l'auteur « un décalage très fort entre les attentes des jeunes très formés et la réalité de l'emploi »[10]. Des propos repris par Jean-Marie Charon : « seul un étudiant sur quatre se voit proposer une embauche au terme de son stage de fin de formation de l'une des plus prestigieuses écoles de journalisme. Tel est le signe le plus manifeste de l'évolution de l'emploi dans ce secteur »[11]. Nous aborderons donc plus loin la question de la formation et de son adéquation au marché du travail.

[9] Rapport « *Emploi et chômage des jeunes : un regard comparatif et retrospectif* », Note d'analyse 224, Centre d'analyse stratégique,2001
[10] Christine Leteinturier (2010) *La formation des journalistes français : Quelles évolutions ? Quels atouts à l'embauche ? Le cas des nouveaux titulaires de la carte de presse 2008*, Cahiers du journalisme n°21, Automne 2010, p.124
[11] Charon, J-M., *Carte de presse : Enquête sur les journalistes*, Stock, Paris, 1993, p. 33.

Parmi ceux qui trouvent un emploi à la sortie de l'école, certains sont conscients de « leur chance » par rapport à leurs camarades de promotion :

Un jeune diplômé en 2010 d'une école reconnue, travaillant pour la presse web :

Mon cas est à part, j'ai trouvé très facilement, l'offre est venue à moi, j'ai eu le choix entre deux grandes entreprises de presse. J'explique cette situation par deux choses : la multiplication de mes stages pendant ma formation et…La chance ! La très grande majorité de mes collègues de promo sont en galère totale pour trouver du boulot. Même les plus sérieux, même les plus doués. Les portes sont fermées. Certains ont d'autres activités professionnelles que le journalisme... Je m'attendais à une situation difficile pour la majorité de la promo. Elle est finalement TRÈS difficile, globalement, 8 mois après l'obtention de notre diplôme...

3/Dans quel marché du travail les jeunes journalistes s'insèrent-t-ils ?

Soumis à la conjoncture économique, technologique, le marché du travail dans le journalisme connaît aussi des transformations au gré de ces évolutions. D'après Christine Leteinturier « le marché de l'emploi des journalistes est un marché très étroit qui connaît depuis quelques années une récession certaine. La concurrence est donc très vive pour l'accès au marché de l'emploi». [12]

Les effectifs de journalistes stagnent depuis 2007, date à laquelle le cap des 37 000 journalistes encartés a été franchi. Et d'après les données de la CCIJP de 2010, le nombre de journalistes a baissé de 1,3% par rapport à 2009[13]. Les causes imputables à cette baisse sont multiples : la baisse du chiffre d'affaires des entreprises de presse, des revenus publicitaires qui sont en berne, les conditions de travail instables liées aux innovations sporadiques, les transformations des sites web, plans sociaux, la désaffection du public, et crise de confiance que subissent les médias. Tout cela participe au contexte de récession décrit plus haut. L'essor d'internet, nouvelle donne et révolution journalistique ne permet pas de compenser

[12] Christine Leteinturier (2010) *La formation des journalistes français : quelles évolutions ? quels atouts à l'embauche ? le cas des nouveaux titulaires de la carte de presse 2008*, Cahiers du journalisme n°21, Automne 2010, p.113

[13] Observatoire des métiers de la presse : les journalistes encartés en 2010, étude statistique des données fournies par la CCIJP

les pertes, faute de modèle de stabilité économique, et de statuts professionnels. Ce contexte fragile a conduit certains journalistes (16%) à ne pas renouveler leur carte de presse en 2009. Un chiffre sans doute lié également aux salaires précaire pour des sorties qui se font généralement vers des métiers de l'information-communication.

Une jeune femme, diplômée d'une école reconnue en 2008, a ainsi choisi de quitter la profession : « *Il est difficile de trouver des postes stables, et payé à la juste valeur des études et de l'expérience déjà engrangée. C'est pourquoi, j'ai quitté le journalisme »*

- De plus en plus de jeunes journalistes

D'après l'analyse de Christine Leteinturier portant sur la cohorte de 1998 et 2008, la part des moins de 30 ans est en forte progression : il y avait 62,5 % de jeunes en 1998 contre 72,1 % en 2008. La féminisation de la profession est une des caractéristiques notables du marché du travail. Ainsi, il y a plus de jeunes femmes parmi les journalistes encartés en 2010 : elles sont 56,9 % parmi les moins de 26 ans, et 53 % chez les 26-34 ans. Les contrats précaires aussi les concernent, 52,8 % des pigistes sont des femmes, 55,1 % sont en CDD alors qu'elles ne sont que 42,5 % en CDI. La féminisation de la profession se poursuit depuis des années, et les femmes occupent de plus en plus de postes à responsabilité : le pourcentage de femmes rédacteurs en chef adjoints est passé de 29,9 % en 2000 à 35 % en 2010.

- L'essor du web

Les données de la CCIJP permettent d'avoir la répartition des nouveaux journalistes par médias. En 2008, la majorité, 56,1 % exerçait en presse écrite contre 77,6 % en 1990. En 2010, 68,1 % des journalistes encartés travaillent pour la presse écrite, contre 14,2 % en télévision. Le Web connaît une explosion, puisque la part des nouveaux journalistes qui travaillent dans ce secteur est passée de 0,2 % en 1990 à 11,7 % en 2008. Ce qui est remarquable dans le marché d'emploi à l'embauche constate Christine Leteinturier, c'est que le Web représente un secteur important pour les nouvelles embauches : il concerne 11,7 % des nouvelles embauches en 2008 contre 1,5 % pour l'ensemble de la profession. La presse écrite concerne près de 56,1 % des embauches en 2008 alors qu'elle emploie plus de 65 % de la population totale des journalistes. Parmi les nouveaux encartés en 2008, les diplômés d'écoles de journalisme reconnues ou non, privilégient plus l'emploi dans les médias du Web ou de la radio que l'ensemble des nouveaux entrants. Les marchés plus

accessibles à l'embauche sont donc plutôt les médias audiovisuels ou le Web, sans doute en lien avec les capacités d'utilisation des outils de traitement de l'information apprises en école. Pourtant, ce sont ces marchés « des entreprises audiovisuelles et les entreprises de Web où la précarité de l'emploi est la plus forte, les stratégies des groupes audiovisuel, consistant à se constituer des viviers de jeunes journalistes qui vont devoir faire leurs preuves pendant plusieurs années avant d'espérer décrocher un CDI ». [14]

- Les marchés d'embauche

Toujours selon Christine Leteinturier, voici comment se répartissent en 2008 les nouveaux encartés de 2008 : la majorité à hauteur de 42,09 % travaille dans les médias d'information spécialisée ou thématique (presse grand public, technique et professionnelle).
Pourtant, les diplômés des écoles reconnues travaillent plus dans les médias d'information de proximité, PQR, ou les médias d'information générale nationale et internationale que l'ensemble des encartés de 2008. Par contre, l'auteur note que les grands titres nationaux de la presse d'information générale (quotidiens, magazines) embauchent peu, pour cause de contexte économique difficile ou accessible au terme d'un parcours long.

- La baisse du nombre de journalistes en CDI, l'augmentation des CDD et piges

Les chiffres les plus récents concernant les types de contrats des journalistes sont ceux de la CCIJP de 2010. 20% des journalistes encartés sont pigistes et en CDD, contre 19,2 % en 2009 alors que le nombre de journalistes en CDI est en baisse.

Une présentatrice de flash infos, diplômée en 2011 ***:*** *« Obtenir un temps plein, surtout en CDI, c'est très difficile. Actuellement, je cherche des piges pour compléter mes revenus, car je suis à temps partiel, ce n'est pas une mince affaire. C'est assez épuisant moralement aussi car la crise revient tout le temps et les budgets sont sabrés dans la plupart des rédactions ».*[15]

Ainsi, parmi les jeunes journalistes encartés de moins de 26 ans, 60 % des contrats proposés sont des CDD et des piges. Ce type de contrat pour les 26-34 ans est en augmentation, il est

[14] Christine Leteinturier (2010) *La formation des journalistes français : quelles évolutions ? quels atouts à l'embauche ? Le cas des nouveaux titulaires de la carte de presse 2008*, Cahiers du journalisme n°21, Automne 2010, p.131-132
[15] Répondant à notre enquête administrée par questionnaire sur internet.

passé de 27,2 % en 2009 à 30 % en 2010. Notre enquête a permis de voir que 30% des répondants à la question de la durée de leur premier contrat dans le journalisme, déclaraient avoir été employés pour une durée de moins de trois mois.[16]

Du côté des salaires, les revenus bruts mensuels médians des moins de 31 ans relevés en 2008, par Christine Leteinturier sont de 1748 euros. Les revenus des journalistes issus des formations reconnues sont plus élevés par rapports à ceux issus des formations non reconnues. Cela s'explique par la place qu'ils occupent dans des médias d'information nationale, plus rémunérateurs, alors que les journalistes issus des cursus non reconnus occupent plutôt des emplois dans l'audiovisuel local ou dans la presse spécialisée.

- Les fonctions « floues »

L'analyse de Christine Leteinturier permet aussi de pointer du doigt certains travers, comme les appellations de fonctions inadaptées. La qualification des journalistes débutants est le plus souvent celle de rédacteur (qualification minimale définie par la convention collective). Interviennent suite un dédale de qualifications de « reporter-secrétaire de rédaction, rédacteur présentateur chroniqueur » qui, selon l'auteur « montre l'insuffisance ou l'inadaptation des grilles de qualification par rapport à la réalité des tâches confiées »[17].

4/La question de l'adéquation de la formation au marché du travail

Après avoir dressé le portrait du marché du travail journalistique et constaté que les nouveaux entrants, bien que de plus en plus formés, sont confrontés à des difficultés d'insertion sur le marché de l'emploi, il convient maintenant de s'intéresser à la formation dont disposent ces nouveaux entrants. En effet, comme le souligne, Faïza Naït-Bouda, la question de la formation et le marché de l'emploi vont de pair. Les programmes de formation journalistique évoluent indéniablement en fonction du marché, de ses fluctuations et de ses besoins, « illustrant une interdépendance croissante entre écoles et employeurs, tout comme cela se vérifie dans d'autres filières »[18].

---

[16] Résultats en annexes II

[17] Christine Leteinturier (2010) *La formation des journalistes français : quelles évolutions ? quels atouts à l'embauche ? Le cas des nouveaux titulaires de la carte de presse 2008*, Cahiers du journalisme n°21, Automne 2010, p.129

[18] Faïza Naït-Bouda, *Reconfiguration du champ journalistique et logiques sociales :Enjeux d'une représentation des journalistes pigistes en précaires*, thèse soutenue le 28 novembre 2012, Université de Grenoble (GRESEC), p.280

La dépendance des formations aux entreprises se cristallise aussi dans les taxes d'apprentissage, versées par les entreprises de presse aux établissements de formation, ce qui leur permet de réaliser des investissements en matériels de formation notamment. Selon Dominique Marchetti la dépendance économique des écoles à la taxe d'apprentissage autorise alors, toutes sortes d'ajustements de la formation, au « gré des pressions, directes ou non, explicites, ou tacites exercées par le patronat ». Alors les écoles adopteraient ainsi, une posture « d'allégeance » à leurs partenaires[19].

Dominique Marchetti a livré une analyse sur les ajustements du marché scolaire au marché du travail journalistique. La montée de la professionnalisation des études est liée selon l'auteur, à « l'accroissement des offres d'emplois dans les années 80 et 90 ainsi que par la demande de journalistes opérationnels »[20]. La professionnalisation des contenus est liée en grande partie aux transformations qu'a connu le marché d'emploi en journalisme : domination de l'audiovisuel, presse magazine et en ligne. Ainsi, des formations spécialisées sont nées : l'exemple de la filière JRI de l'IJBA en est un exemple saillant. Elle s'est opérée aussi à cause du développement sans précédent des formations, et l'augmentation de la concurrence. De ce fait, les écoles forment des futurs journalistes aptes à s'insérer aisément sur le marché du travail, capables d'être opérationnels sur le terrain grâce à la connaissance de techniques professionnelles et d'outils. Généralement, les enseignements pratiques sont plus plébiscités que les enseignements universitaires, selon Dominique Marchetti : « les enseignements universitaires à visée moins directement professionnelles sont jugés peu intéressants par les élèves selon plusieurs directeurs de formation »[21]. La montée des enseignements pratiques a été accompagnée par l'arrivée de professionnels de plus en plus nombreux parmi les enseignants et des ateliers pratiques « en situation » : c'est le cas notamment de la « semaine Nil » dans notre école, et des interventions de professionnels dans les intensives.

Selon lui, l'ajustement au marché du travail s'est réalisé avec un renforcement des relations avec les médias. Pour les entreprises, ces écoles représentent aussi un « sous-marché du travail « [22] où ils peuvent recruter des stagiaires, pigistes. Les concours pour les CDD d'été chez France 3 pour la spécialité télévision en est un exemple. Dans ce contexte, les directeurs jouent souvent le rôle de « passeurs » entre l'entreprise et l'étudiant, lorsqu'ils font passer des propositions de stages, comme c'est le cas à l'EJDG.

[19] Ibid, p.294

[20] Dominique Marchetti (2003), *Les ajustements du marché scolaire au marché du travail journalistique*, revue Hermès n°35, p.82

[21] Ibid, p.85

[22] Ibid, p.87

Pour Camille Laville, l'évolution du statut, des contenus et pratiques du journalisme « doivent être pris en compte par les acteurs en charge de la formation journalistique ». L'auteur, elle-même enseignante en journalisme, se questionne sur la formation délivrée par les enseignants, formateurs universitaires et professionnels dans les écoles. Ceux-ci, selon elle, doivent « impérativement se saisir des transformations du métier au risque de créer un écart infranchissable entre les représentations qu'ils véhiculent et la réalité des pratiques en mutation constante »[23]. Elle pointe du doigt notamment les risques de « brouillage » des représentations du métier, véhiculés par les formateurs. Il serait le fruit « des différences de générations de ces formateurs ». Elle parle aussi du « manque de visibilité des professionnels sur l'avenir de leur propre métier », de la difficulté des journalistes à voir « les évolutions du journalisme ».

Pour amorcer la deuxième partie, nous pouvons ici faire référence aux travaux de Faïza Naït-Bouda, qui s'est intéressée aux pigistes et aux mécanismes de la précarité. Selon elle, les établissements de formation en journalisme contribuent également à la précarisation des journalistes en participant « aux objectifs de flexibilité que se fixent les industriels du secteur de presse, et in fine, une instrumentalisation de la précarité, venant soutenir le processus d'industrialisation de la formation »[24]. Par industrialisation, elle avance l'exemple de l'introduction de la pige, des nouvelles technologies de formation à distance, et de l'alternance. Concernant ce dernier point, elle ne favorise pas l'insertion et la stabilité, vu les rares embauches après un contrat d'alternance. L'introduction de la pige dans les formations contribuerait aussi, selon elle, à casser les mythes, et permettrait aux établissements de marquer leur « signature » dans un contexte de concurrence vive entre les établissements de formation, et de répondre aux nouvelles réalités du marché du travail. Les débats sur l'incorporation de la pige reflètent aussi, selon la doctorante, les différences générationnelles dans les formations. Ainsi, « Il n'est pas rare aujourd'hui d'entendre des formateurs affirmer vouloir « aider à entrer dans le métier dans cette situation de grande précarité » et dénoncer une « diplomation »[25] de la précarité au sein du journalisme ou au contraire, des formateurs mettant sur un piédestal la traditionnelle formation sur le tas. Une distorsion de discours qui engage alors, les établissements de formation dans des ajustements du marché scolaire au marché du travail journalistique.

---

[23] Camille Laville *Comment les formations se saisissent des transformations du journalisme*, dossier Médiamorphoses : Journalisme : former au changement, p.93

[24] Faïza Naït-Bouda, *Reconfiguration du champ journalistique et logiques sociales : Enjeux d'une représentation des journalistes pigistes en précaires*, thèse soutenue le 28 novembre 2012, Université de Grenoble (GRESEC), p.281

[25] Ibid, citant Denis Ruellan, p.279

Après avoir fait l'état des lieux de la profession, et vu comment s'insèrent aujourd'hui les jeunes journalistes sur le marché du travail et leurs difficultés, nous allons voir à présent, dans la deuxième partie de ce travail de recherche, ce que représente la précarité que nous avons décrit dans cet état des lieux ainsi que les mécanismes qui la régissent.

<u>Deuxième partie</u> : La précarisation organisée du métier

1/Jeunesse et précarité

La thèse de Faïza Naït-Bouda sur la précarité rapportée aux cas des pigistes permet d'analyser les mécanismes de la précarité chez les jeunes. Comme le rappelle l'auteur, la profession s'est rajeunit depuis les années 1980, comme on l'a vu plus haut dans la première partie. La majorité des journalistes de moins de 35 ans sont en contrats décrits comme précaires (CDD, à la pige). Si les débuts sur le marché du travail se font généralement par des périodes plus ou moins longues de contrats précaires, CDD ou piges, ces sas d'entrée sont devenus des systèmes organisés d'emploi précaires. Un système qui se pérennise, au point que nombre de jeunes journalistes, enchaînent les contrats précaires en toute illégalité. Ces sas d'entrée sont alors devenus des étapes inévitables, et des périodes précaires de travail.

Faïza Naït-Bouda s'est plus précisément interrogée sur la reprise du terme de précarité par les syndicats, et notamment le fait que les jeunes soient désignés comme « la nouvelle niche de précarité » [26]. Cette reprise syndicale et les messages communiqués adressés spécialement aux jeunes journalistes dénotent en réalité une stratégie de la part du syndicat, afin de gagner des électeurs, et des nouveaux affiliés pour « garantir la pérennité d'un monopole de la représentativité dont le syndicat ne cesse de se targuer »[27]. Aussi, le Syndicat national des journalistes (SNJ) déploie une véritable stratégie pour rallier les jeunes, d'ailleurs il l'affirme très clairement, selon l'auteur, vouloir s'adresser aux jeunes sortant des formations reconnues. « Les jeunes journalistes issus des formations professionnelles sont parfaitement ajustés aux attentes des employeurs »[28] alors, selon l'auteur, le SNJ aurait « tout intérêt à capter l'attention de cette cible pour contrer des stratégies de communication managériales de plus en plus pointues et adapter ses discours ».[29]

2/Les mécanismes de la précarité

Faïza Naït-Bouda explique plus particulièrement comment les acteurs instrumentalisent la précarité grâce à la « crise ». Elle est employée par les acteurs pour justifier la notion de précarité. Pourtant « cette affiliation de la précarité à la crise dans les discours n'est pas

[26] Faïza Naït-Bouda reprend le terme du SNJ, 1293 « Le SNJ dit non au CPE : Contrat de Première Exploitation », Communiqué du SNJ, 31 janvier 2006. P.265
[27] Ibid, p.268
[28] Faiza Naït-Bouda reprend les propos de Marchetti, D., Baisnée, O., « L'économie de l'information en continu. À propos des conditions de production dans les chaînes d'information en général et à Euronews en particulier », Réseaux, n° 114, 2002, p. 203
[29] Ibid, p.270

« l'apanage du champ journalistique » mais repris par d'autres champs sociologiques, juridiques. Selon elle, les acteurs divergent sur les causes de cette précarité qui serait technologique, ou économique pour les autres. Mais souvent, les journalistes pigistes sont souvent accusés d'être les premiers acteurs de cette précarité. Pourtant, selon la doctorante, le journalisme à la pige est structurellement « précaire, au sens, où il est exposé au risque de l'instabilité et de l'incertitude »[30].

Mais alors, quel est le sens de la précarité ? du latin « precarius » le mot signifie « obtenu par la prière ». D'emblée cette définition renvoie à un acte de soumission à un ordre supérieur. Puis, la notion renvoie également au « travail et à l'emploi précaire, aux salariés précaires, et à la précarité comme manifestation de la pauvreté »[31]. Concernant la précarité du travail ou de l'emploi, on peut alors évoquer la précarité des contrats de travail (CDD...), la précarité de droit, et des conditions de travail. Dans les trois cas en tout cas, la précarité renvoie toujours à un dérèglement des relations de travail avec « insécurité des travailleurs et soumission au pouvoir discrétionnaire des employeurs »[32].

D'emblée s'opère alors une distinction entre les travailleurs normaux, et les précaires, soulevant ainsi « la problématique de l'intégration des travailleurs, dans une organisation ».

Lionel Okas, s'est penché sur le cas des journalistes précaires dans l'audiovisuel public, à travers le cas de France 3 et de Radio France. Son travail est révélateur de l'organisation par ces entreprises de presse de la précarisation des jeunes, où les sas d'entrée dans la profession appellation utilisée par Dominique Marchetti, sont alors employés de façon permanents. Les journalistes en CDD pourvoient des postes permanents présentés comme « ponctuels ». Plusieurs théories sont présentées pour justifier de l'emploi de ces « sas d'entrée ».

Pour les employeurs, ils sont présentés comme un passage obligé avant l'intégration dans l'entreprise. Les entreprises selon Lukas, présentent alors leurs « plannings comme des écoles après l'école »[33]. Mais ces dispositifs masquent aussi, l'incapacité pour les employeurs de « promettre l'intégration définitive », même si, selon concède l'auteur, elle peut exister. « En vingt ans, les effectifs de journalistes à France 3 ont presque doublé, à la faveur de titularisations de précaires », note-t-il.

Alain Accardo[34]a lui aussi étudié la précarité chez les journalistes dans son ouvrage les journalistes précaires. L'auteur s'est donné pour objectif « de comprendre ce qu'est l'être précaire en milieu journalistique » grâce à la réalisation d'entretiens. Il explique plus

[30] Ibid, p.210 - 212
[31] Ibid, p.214, citant Patrick Cingolani
[32] Ibid, P.215, citant Bouffartigue
[33] Ibid, P.91
[34] O. Baisnée (Persée), Accardo Alain, (1998*) Journalistes précaires*, Politix, vol.13 N°50 Deuxième trimestre 2000 p.165

précisément les mécanismes de la précarité. Son approche vérifie la thèse de Faïza Naït-Bouda puisqu'il justifie la précarité par une relation dominé-dominant : les employeurs maintiennent les employés dans une position de dominés, alors que les dominants acceptent leur sort. Alors, ces contrats précaires installent ces journalistes « dans une précarité sans fin prévisible », mais justifiée par les employeurs par un besoin de formation, et des contraintes budgétaires. Dans ces contrats, le journaliste est sans cesse jugé, un rapport est envoyé à Radio France, mis à l'épreuve, pouvant mener aussi à l'autocensure chez certains précaires.

« Faire de nécessité vertu » (Lionel Okas)

De là, Lionel Okas s'est particulièrement intéressé aux raisons qui amènent pourquoi « les journalistes, une population qui dispose de nombreuses ressources, ne contestent pas ou peu ce système de précarisation » et qui les conduisent à faire comme il le dit « de nécessité vertu ».[35] Car le système est effectivement « contestable en droit » : utiliser les CDD pour pourvoir les postes permanents est en effet illégal selon le code du travail, et que les CDD successifs doivent être requalifiés en CDI.[36]

Parmi les témoignages des CDD qui acceptent leur sort, ils le font car ils considèrent « que c'est le prix à payer pour appartenir à une profession dont le prestige social leur assure des retombées symboliques ». Ainsi, les précaires sont ainsi décrits comme des êtres soumis. Viennent ensuite les raisons économiques. Selon Lionel Okas, on peut avoir intérêt à « tourner » : à condition de travailler suffisamment, le journaliste ne souffre pas de la nécessité économique. Selon lui, en fonction du statut, du poste, du média, et « à condition de travailler au moins deux semaines par mois, le précaire ne gagnera pas moins de 1500 euros »[37]. Etre titularisé dans ces conditions, induirait alors une baisse de rémunération. Cependant, le précaire perd alors les avantages de la titularisation : primes d'ancienneté, promotions.

Dans l'acceptation de cette précarité, il y a aussi le refus de devenir un titulaire, celui qui renvoie une l'image négative, de « paresseux et blasé »[38]. Et il y a aussi la volonté de vivre une vie de bohème, la méconnaissance du droit, ou la peur de faire un recours devant les Prud'hommes, et de perdre son travail. Tout cela fait, que selon Lionel Okas, les jeunes précaires se réapproprient en réalité les discours des employeurs : ils sont dans une mise à

---

[35] Lionel Okas (2007), *Faire de nécessité vertu. Pratiques de la précarité des journalistes dans deux entreprises d'audiovisuel public* ,Presses de Sciences Po n°65, p.1

[36] France 3 et Radio France sont financés en majorité par la redevance audiovisuelle et sous tutelle respectivement du ministère de la culture et de la communication pour France 3 et du ministère de l'économie et des finances pour Radio France.

[37] Ibid, série de citations extradites de la p.100

[38] Ibid, p.100

distance de leur propre situation, « dans un processus de dénégation de son exploitation proche de la mauvaise foi. [39] Certains CDD au contraire, vivent plus mal cette précarité, certains allant jusqu'à dire qu'ils sont obligés de « se prostituer toutes les semaines » pour ne travailler que trois jours par mois à France 3 raconte une jeune CDD JRI diplômée d'une école reconnue, à Lionel Okas.

S'il, parle de résiliation devant la précarité, on peut contraster ses propos avec le phénomène dit de la Génération Y. Un phénomène récent, concernant les jeunes de moins de 30 ans. Pour « Y », il faut comprendre la prononciation de « why » en anglais. Ce phénomène désigne les jeunes affrontant l'autorité, choisissant leur travail, et attendant que l'entreprise accepte leurs désirs, rien à voir avec les jeunes précaires décris ci-dessus. Pour les jeunes de la génération Y, la priorité est leur vie et épanouissement personnel. Evoluant dans un marché de l'emploi instable, ils connaissent des difficultés d'insertion telles celles que nous avons précisées plus haut, mais les jeunes de la Génération Y, montrent peu d'attachement à leur entreprise, le plus important étant d'équilibrer vie privée et vie professionnelle[40]. Des choix justifiés par certains pigistes, qui ont pris le parti de s'affranchir des rédactions, pour une part de liberté, nous allons le voir un peu plus loin.

3/ La déconstruction de la profession comme vecteur de la précarité : le cas d'Internet

Nous l'avons vu en abordant la question des marchés de l'emploi dans lesquels s'insèrent aujourd'hui les jeunes journalistes, l'essor d'internet est aujourd'hui, une composante intrinsèque et indissociable de l'insertion professionnelle, tant il fait partie du nouveau modèle d'information.

Alors, certains chercheurs tels que Gilles Bastin[41], tentent de se pencher sur la question de ces nouvelles mutations et plus particulièrement du journalisme « relié », et du marché du travail à l'heure du web 2.0. Son projet de recherche doit être regardé à la loupe dans le cadre de notre mémoire de recherche car il soulève plusieurs enjeux. L'intervention de la sphère citoyenne et participative dans l'information aujourd'hui grâce aux médias en ligne pose certaines questions, dont celle de la déprofessionnalisation de l'activité des acteurs de

[39] Ibid, p.104

[40] 11 avril 2013, Le Monde « *Génération Y... Les empêcheurs de travailler en rond* » http://www.lemonde.fr/societe/article/2013/04/11/generation-y-les-empecheurs-de-travailler-en-rond_3158117_3224.html

[41] Gilles Bastin, *le « journaliste relié » Intermédiation du marché du travail dans les mondes de l'information à l'âge du web 2.0,* Demande de subvention de recherche à la commission scientifique de l'IEP.

l'information. Ainsi, selon Gilles Bastin, celle-ci serait aussi la cause même de la précarisation des journalistes. « Ce risque de construction-déconstruction professionnelle est peut être à l'œuvre, et doit être pris au sérieux. Il s'accompagne d'une précarisation des conditions de travail et d'emploi dans les mondes de l'information »[42], explique l'auteur. Il s'agit alors d'expliquer la précarisation aussi par l'essor du travail « freelance » et de l'entreprenariat individuel.

4 / La « précarité » comme choix de vie

Si on l'a vu ci-haut la précarité est communément associée aux pigistes, elle est souvent perçue par les jeunes journalistes comme un « mal nécessaire », un sas d'entrée sur le marché sur le marché du travail.

« Perçu par ces derniers comme un « mal » nécessaire compris dans des rites initiatiques, le stigmate est alors conçu comme une étiquette provisoire n'ébranlant pas la conviction d' « en sortir » prochainement »[43]. Mais la pige peut être aussi associée à la liberté, au plaisir d'être indépendant selon la chercheuse. Le passage par une formation a un intérêt de « solidarité », car il permet d'ailleurs de lier et de nouer des relations, et de se dire que « la brutalité de l'autonomie et de l'isolement liée à la pige, se même alors à la pensée rassurante et le simulacre de normalité d'un « *même* » constitué des anciens de la promotion ». Mais la chercheuse poursuit, qu'après cette première phase de découverte de la pige, suit la phase moins optimiste. « Suite à l'accès de certains membres à un poste correspondant à la norme d'emploi, la justification du stigmate par le passage rituel dans le sas à l'entrée du marché du travail n'est plus opérationnelle ».[44]

Ce qui ressort des travaux de la chercheuse, c'est l'ambivalence des discours des personnes à la pige, ceux qui sont contents d'y être, ou ceux qui hésitent à en sortir, par peur d'être en poste et de perdre une certaine indépendance. Il y a ceux qui l'assument ou ceux qui cherchent à le dissimuler, ceux qui y sont contraints car ils ne trouvent pas de travail, et ceux qui font le choix.

Parmi ceux qui l'assument, il y a des journalistes qui en font une arme. Ils se regroupent parfois en collectif de pigistes, pour partager des bureaux. Il en ressort alors, une certaine

---

[42] Citations extraites de la p.4 du projet de recherche de Gilles Bastin, *le « journaliste relié » Intermédiation du marché du travail dans les mondes de l'information à l'âge du web 2.*0, Demande de subvention de recherche à la commission scientifique de l'IEP.

[43] Faïza Naït-Bouda, *Reconfiguration du champ journalistique et logiques sociales : Enjeux d'une représentation des journalistes pigistes en précaires*, thèse soutenue le 28 novembre 2012, Université de Grenoble (GRESEC), p. 441

[44] Ibid, bitations extraites de la p.442

culture du « pigisme ». Parmi ceux qui revendiquent et veulent garder le statut de pigiste, ils le justifient par « des arguments psychologiques et organisationnels où la réalisation de soi et le refus du conformisme priment ». Pour d'autres, la pige peut s'apparenter à une philosophie de vie. « La pige me permet de faire ce je veux que, quand je veux, où je veux et avec qui je veux », explique ainsi un pigiste à la chercheuse[45] . Revient en premier lieu, la liberté, l'absence de règles. Une pigiste iséroise nous le confie : « Ce que j'aime c'est pouvoir m'organiser comme je l'entends. Je pige pour des magazines nature, cela me permet de gagner plutôt bien ma vie, et surtout de pouvoir « grimper » lorsque je le veux !»[46]

La chercheuse fait même référence à l'artisanat lorsqu'il s'agit de pige. Citant la sociologue Antonella De Vincenti[47] elle compare la pige au « métier d'artisan qui a toujours été associé à une dimension de plaisir parce que son exercice demande de l'intelligence rusée et permet aux travailleurs de se faire reconnaître à travers les critères du travail bien fait, beau et original *»,* revient alors la question d'indépendance et de plaisir des pigistes.

[45] Ibid, p. 457

[46] Pigiste rencontrée à Grenoble, pour la presse magazine, institutionnelle

[47] Antonella De Vincenti, étude sur les travailleurs en zone grise, p.458

<u>Troisième partie</u> : Le Web au secours de l'insertion des jeunes journalistes ?

Nous l'avons constaté dans la première partie, le web connaît un essor considérable depuis vingt ans, ainsi, en 2008, il emploie près de 11,8% de journalistes. Il doit être aujourd'hui considéré, puisqu'une étude, révélée par le Financial Times en 2006[48]annonçait qu'Internet avait surpassé les journaux et magazines comme support d'information. Il est donc important de voir quels nouveaux enjeux il représente pour les jeunes journalistes.

1/Comment internet a changé la profession de journaliste

Selon Yannick Estienne[49], en matière de journalisme « ni la pratique, ni les normes ne sont figées ». C'est ainsi que l'avènement d'internet et du numérique dans la sphère journalistique a bouleversé le monde de l'information et amené des changements fondamentaux de plusieurs ordres. Selon Bardoel et Deuze, Internet a amené des changements technologiques, de relations de pouvoir, et des changements de pratiques professionnelles qu'il convient de cerner lorsqu'on s'insère dans le journalisme.

Anne Carbonnel et Olfa Gréselle ont repris les principaux changements évoqués par Bardoel et Deuze. Dans les changements technologiques, induits par l'arrivée du numérique et internet, il y a eu le multimédia qui créé la possibilité pour les journalistes de traiter l'information différemment. « Le multimédia est, selon Deuze, la présentation formelle, sur plusieurs formats médiatiques (voix, écriture, musique, image) et un message diffusé via différents supports (radio, télévision, site web..) ». Pour compléter, le tableau, « l'hypertexte », permet au journaliste « d'élargir et enrichir le contenu » et « l'interactivité » entre les journalistes et les lecteurs se développe, via les commentaires[50].

Jean-Marie Charon a étudié dans les « médias à l'ère numérique »[51], les « traits dominants de l'information à l'ère numérique ». Tout d'abord, il convient de revenir sur les principaux changements pour comprendre dans quel nouveau contexte d'insèrent aujourd'hui les jeunes journalistes. « L'immédiateté » est le premier d'entre eux. L'accélération du traitement de l'information, amorcée dès les années 1980 à la télévision selon l'auteur avec la couverture de la Guerre du Golfe par exemple. Elle est aujourd'hui renforcée avec des outils de traitement de l'information comme le live tweet, qui permet de commenter, en 140 signes maximum, des événements en direct. Internet a également bouleversé les modes

[48]Cabinet Jupiter Research sur plus de 5000 personnes au Royaume Uni, France, Allemagne, Italie, Espagne ; Source Arnaud Mercier, *Défis du nouveau écosystème d'information et changement de paradigme journalistique*

[49]Yannick Estienne, (2007) *Le journalisme à l'épreuve d'internet,* Paris, L'Harmattan, 314 p.

[50] Anne Carbonnel, Olfa Greselle, *Nouvelles compétences, nouvelles frontières : les défis des métiers du journalisme ?* Obsweb, P.2

[51] Jean-Marie Charon (2011) *Les médias à l'ère numérique*, Cahiers du journalisme n°22/23- Automne 2011

de traitement de l'information avec le « crowdsourcing ». Le terrain virtuel qu'est Internet permet d'accéder à des sources via les réseaux sociaux, blogs et sites. « Le numérique transforme le bon vieux carnet d'adresses, les contacts peuvent alors prendre l'initiative de prévenir le journaliste qu'un événement est en train de se produire »[52], explique Jean-Marie Charon. Le numérique dans le journalisme change la manière de traiter l'information en lui proposant différents modes de récits multimédia : son, vidéo, audio.

L'essence de la profession de journaliste est toujours la même mais il doit à présent composer avec une nouvelle donne : l'information en continu sur les médias en ligne, et réseaux sociaux. Même si les incertitudes pèsent sur la stabilité des modèles économiques des nouveaux médias en ligne, ce qui est sûr c'est qu'il transforme la pratique du métier de journaliste. Selon Jean-Marie Charon, au regard de « l'incertitude des modèles économiques, structurels », « les rédactions, vont donc devoir se transformer substantiellement ». Aussi pour les nouveaux entrants dans ce contexte mouvant, le contexte peut conduire à une évolution sans fin. Les rédactions vont aussi devoir « inventer de nouvelles formes éditoriales, et nouveaux types d'emplois » selon Jean-Marie Charon. Dans ce contexte, là aussi l'auteur réaffirme le rôle central d'accompagnement des écoles pour les nouveaux journalistes. Ce nouveau contexte transforme alors l'exercice même du métier de journaliste en modifiant « les relations au sein des rédactions, celles entre journalistes et leurs publics : les audiences, annonceurs, concurrents, régulateurs et sources de leurs informations » selon Pavlik [53].

Pour les journalistes les bouleversements interviennent aussi dans la logique de socialisation, des interactions entre journalistes et chefs, « dans l'appropriation d'un vocabulaire spécifique », selon Juliette Charbonneau et Florence le Cam.[54] Les chercheuses se sont penchées sur les logiques de socialisation dans les médias en ligne : leur travail permet alors de voir quels enjeux cela représente pour les jeunes journalistes. Selon elles, « apprendre son métier de journaliste en ligne passe par une anticipation des injonctions managériales (comprendre la ligne éditoriale, l'habillage du site », l'apprentissage d'un lexique spécifique, la maîtrise d'outils, le référencement, et la mise en scène de productions dans les réseaux (twitter, facebook)». Autant de nouvelles logiques qui permettent de cerner les marchés du travail dans lequel s'insèrent les jeunes journalistes. Dans ces enjeux, le rôle de l'encadrement est central, et forge la socialisation professionnelle des webjournalistes.

---

[52] Ibid, p.21

[53] Ibid, p.24

[53] Juliette Charbonneau, Florence Le Cam(2011*) Forger la socialisation professionnelle des journalistes. Pratiques managériales d'encadrement de l'apprentissage dans les médias en ligne*. Projet financé par M@rsouin.P.1

2/ L'impact des mutations technologiques sur les journalistes

Anne Carbonnel et Arnaud Mercier ont travaillé plus précisément sur l'impact des nouvelles technologies et des mutations sur le webjournaliste. Celui-ci voit son travail bouleversé, il doit devenir « un homme-orchestre », capable de travailler sur différents outils et supports. De nombreux travaux ont commencé dès les années 90 sur les mutations liées au journalisme en ligne. Au départ « euphoriques », bravant l'essor de la démocratie, nombre de textes annonçaient la fin de la presse payante, et le boom d'une information en ligne, gratuite et participative (Revelli, 2006). Puis plus tard c'est la notion de professionnalisme qui commence à être questionnée par les auteurs. Le journaliste doit faire face à de nouveaux intermédiaires : Estienne parle d'un processus de déprofessionnalisation, de « partage de compétences avec l'internaute »[55]. Ses marges de pouvoir, compétences se voient alors fragilisées. Selon Mercier, le journaliste n'est plus le producteur naturel de l'information et doit retrouver sa place dans l'espace public.

Jean-Marie Charon va plus loin et note d'ailleurs les conséquences économiques de l'intervention de nouveaux « infomédiaires » (Rebillard), tels les réseaux sociaux, Apple, Google, qui font choux gras de ces nouvelles pratiques. Ceux-ci, selon lui, ont « un puissant impact sur les modèles économiques des médias car « ils prélèvent une partie des ressources publicitaires au moment du passage du public par leurs services »[56]. Apple, poursuit Jean-Marie Charon, engrange aussi près de 30% des ressources engendrées par le paiement des contenus des médias d'information.

Ainsi, peut-on lire dans un article publié par Slate: « En 2010, la publicité en ligne aux Etats-Unis a dépassé pour la première fois, avec un chiffre d'affaires de 26 milliards de dollars, celle sur les médias papiers. Mais seulement un cinquième de cette somme a atterri dans les poches des médias en ligne. La moitié a été tout simplement raflée par Google. »[57]

Ainsi, l'intervention de ces nouveaux infomédiaires dans le processus d'information a des conséquences de modifications d'organisation des rédactions : le développement du référencement et des recommandations via les réseaux sociaux. Selon Jean-Marie Charon, « cela devrait conduire à renforcer le développement de profils de journalistes (animateurs de communauté) dédiés au suivi des réseaux sociaux et groupes. »[58]

---

[55] Anne Carbonnel, Arnaud Mercier () *Webjournaliste : une identité fragile dans un contexte de mutations professionnelle*, XXIIè congrès de l'AGRH, Marrakech, Octobre 2011 ; p.22

[56] Jean-Marie Charon (2011) *Les médias à l'ère numérique*, Cahiers du journalisme n°22/23- Automne 2011 p.21

[57] http://www.slate.fr/lien/37035/cinq-mythes-avenir-journalisme

[58] Jean-Marie Charon (2011) *Les médias à l'ère numérique*, Cahiers du journalisme n°22/23- Automne 2011, p.23

- L'émergence de nouvelles compétences

En parallèle, l'essor d'internet offre aussi aux nouveaux journalistes des possibilités de polyvalence et de développement de compétences supplémentaires. Jean-Marie Charon note « l'émergence de plusieurs spécialités journalistiques : le métier de community manageur, ou de social media editor ». Selon Anne Carbonnel, le journaliste web doit aussi collaborer d'autres métiers : les infographistes, maquetteurs, webmestres.

Le journaliste d'aujourd'hui sur le web, est aussi, quelque part infographiste, il a la possibilité de créer des graphiques, illustrations pour enrichir le contenu de l'information. Mercier parle même de journaliste « Shiva » à plusieurs bras, qui doit penser son reportage dans la logique multimédia.

Anne Carbonnel et Olfa Gréselle ont plus particulièrement analysé les nouvelles compétences nécessaires à l'exercice du journalisme en ligne. Concernant le changement au multimédia décrit plus haut, celui-ci suscite « des capacités individuelles du journaliste, mais aussi celles de l'organisation, à concevoir et coordonner tous ces métiers, flux, processus, afin, d'être capable de se distinguer et/ou de répondre aux attentes des usagers. » Les enjeux liés au multimédia relèvent donc du ressort individuel et collectif. Alors, les acteurs voient « dans les rédactions intégrées la meilleure des modalités organisationnelles pour produire de l'information, et du contenu en multimédia »[59].

L'autre caractéristique du journalisme en ligne décrit ci-dessus celle de « l'hypertexte », mettre des liens dans un reportage, implique aussi d'autres compétences : une capacité individuelle et aussi stratégique, puisque cela correspond à une volonté de répondre aux attentes d'un public « pressé » ou au contraire, « désireux de profondeur ». Enfin, « l'interactivité » et « la personnalisation du contenu », les « chats », conduisent le journaliste selon Anne Carbonnel et Olfa Gréselle, à « penser son écriture multimédia, en amont et, en aval »[60]. Mais si ces nouvelles compétences sont nécessaires dans l'exercice du métier de webjournaliste, d'après l'Observatoire des métiers de la presse, expliquent-elles, les exigences de « vérification et de validation sont d'autant plus nécessaires, compte tenu des nouvelles sources et supports »[61].

- …couplées aux fondamentaux du journalisme

Si les nouvelles compétences techniques sont indispensables dans l'exercice du journalisme sur Internet, d'autres recherches ont conclu à la prédominance de la vérification et de l'authentification de l'information sur Internet, c'est-à-dire à l'exercice des bases du

[59] Anne Carbonnel, Olfa Greselle, *Nouvelles compétences, nouvelles frontières : les défis des métiers du journalisme ?* Obsweb, p.5

[60] Ibid, p.6

[61] Observatoire des métiers de la presse. Rapport 2011.P.8

journalisme dans le métier de webjournaliste. Ainsi, selon Bardoel, le journaliste en ligne, est « moins un chien de garde » qu'un « chien guide » de l'information. Cela signifie qu'aujourd'hui, il est avant tout responsable de l'information qu'il émet, et qu'il a donc « une compétence à gérer les sources, un des fondamentaux du métier. » Aux fondamentaux du journalisme comme la vérification des sources s'ajoute aussi l'accentuation de certains points centraux de la profession comme « l'immédiateté »[62]. Selon Carbonnel et Gréssel, « le web a transformé de manière radicale le rapport au temps dans la production de l'information. L'immédiateté est rendue possible, grâce aux équipes qui tournent pour les permanences ». Exigence de rapidité, de la vérification des sources, la validité de l'information, on peut alors conclure que le journalisme en ligne suscite l'« émergence de nouvelles compétences » d'une part et le « renforcement de celles qui sont fondamentales pour l'exercice du journalisme »[63] d'autre part.

3 / Quelques défis à relever

Les travaux d'Arnaud Mercier et Anne Carbonnel, et leur enquête réalisée auprès de webjounalistes de diverses rédactions ont conclu à quelques défis à relever pour les webjournalistes. Tout d'abord, il y a la question de la formation aux compétences techniques explicitées ci-haut. Or, il semble qu'on assiste à une tendance à l'autoformation dans les rédactions selon les deux auteurs.

La question de la rémunération est aussi au cœur des sujets de préoccupations des webjournalistes. En réalisant une enquête à l'aide de questionnaire et entretiens réalisés dans des webrédactions, Carbonnel et Mercier ont permis d'apporter quelques éléments d'analyse sur les conditions et enjeux de la profession de webjournaliste. Selon les journalistes, les pratiques de rémunérations dans les médias en ligne ne sont pas jugées satisfaisantes par les salariés. La faute en partie à la gratuité des sites d'information qui met en péril « la rémunération des journalistes salariés avec l'introduction de productions amateurs en plus ou à la place, des produits journalistiques »[64]. Se pose alors la problématique de la concurrence entre le journaliste et l'amateur. L'autre danger qui pèse sur la rémunération, c'est la gestion des flux, le nombre de clics. Aux Etats-Unis, Le groupe Gannett (USA Today), avait avoué en 2011 étudier l'éventualité de rémunérer, d'octroyer des primes annuelles en fonction des clics sur les articles.

---

[62] Ibid, P.6
[63] Ibid, p.7 et 8
[64] Anne Carbonnel, Arnaud Mercier () *Webjournaliste : une identité fragile dans un contexte de mutations professionnelles*, p.17

<u>Quatrième partie</u> : L'insertion des journalistes à l'étranger : le cas du Québec

1/Etat des lieux du marché du travail en journalisme

- Démarche

En premier lieu, il convient de souligner la difficulté d'établir des chiffres précis sur les journalistes au Québec puisqu'à la différence de la France, il n'existe pas de carte de presse pour les journalistes québécois, a l'exception de la carte de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) délivrée à ses adhérents. Comme le concède François Demers, il manque de recherches sur l'évolution de la profession et de données sociodémographiques « fines et systématiques »[65] sur les journalistes. Pour autant, nous avons récolté des données grâce aux organisations professionnelles, syndicats, qui fournissent des enquêtes et études sur les journalistes tels que FPJQ, dont le secrétaire général, Claude Robillard, nous a accordé un entretien à Montréal, en janvier 2013 pour parler de la situation d'emploi des jeunes au Québec. Nous nous baserons alors sur ces données de la FPJQ, qui est l'une des principales organisations professionnelles de journalistes regroupant plus de 4000 journalistes québécois, aux côtés de l'AJIQ, association des journalistes indépendants du Québec. Pour compléter les données officielles, nous avons également réalisé une enquête par voie de questionnaire envoyé sur internet, le même questionnaire qui a été distribué pour l'enquête mené auprès des journalistes français. Ainsi, bien que cette enquête n'ait récolté qu'une vingtaine de réponses, elle aura l'utilité, d'apporter des éléments de témoignages sur la situation d'emploi au Québec et de cerner les contours de la situation d'insertion des jeunes journalistes au Québec.

2/ Mise en contexte, photographie de la profession au Québec

Il convient de rappeler tout d'abord le contexte de l'exercice de la profession de journaliste au Québec afin de comprendre les différences avec la France. Le journalisme au Québec, et sa pratique, sont différents du modèle français. Là-bas, les journalistes sont des citoyens, sont soumis aux mêmes lois que les citoyens. Il n'y a pas de code déontologique comme en France. Quant à sa pratique, le journalisme au Québec, s'apparente au modèle américain : « Le journalisme québécois est depuis très tôt influencé par le commercialisme Etats-unien », peut-on lire dans l'analyse de François Demers.

[65] François Demers, *Journalistes au Canada et au Québec : reconfiguration générale*, Hermès, 2003, p.1

- **La professionnalisation, un des enjeux du journalisme québécois**

La principale caractéristique du journalisme québécois est son ouverture. La profession est ouverte à tous, et tout le monde peut se prétendre journaliste au Québec. Le titre de journaliste n'est pas reconnu légalement. La professionnalisation est d'ailleurs un des enjeux actuellement discutés au Québec. Certains prônant la création d'un statut légal spécifique pour les journalistes professionnels québécois.

Ce qui distingue le groupe des journalistes québécois est « son attitude paradoxale qui le fait, toujours en 2002, revendiquer un statut spécifique alors qu'il a toujours misé sur l'absence de réglementation et d'encadrement de son territoire ou de son expertise »[66] , note d'ailleurs Florence le Cam. Dominique Payette, une ancienne journaliste québécoise, a d'ailleurs participé à un groupe de travail sur l'avenir du journalisme au Québec. Ce groupe a donné naissance à un rapport. Parmi ses recommandations, il y a la création d'une instance pour protéger les pratiques et fixer un cadre déontologique à la profession. S'il n'y a pas de cadre légal spécifique au journalisme au Québec, il existe cependant des organisations qui régissent la profession de journalistes au Québec. En premier lieu, la FPJQ, la première, créée en 1969. Puis, la Fédération nationale des communications, et enfin, le Conseil de presse (tribunal déontologique), plus tard en 1973. Celui-ci est chargé d'étudier les plaintes contre les journalistes et les médias mais n'a pas de pouvoir de sanctions.

- **La forte convergence des médias québécois**

Quant au modèle économique des médias québécois, il se caractérise par une forte convergence des médias autour de trois principaux conglomérats décrits par Marc-François Bernier : La société Radio-Canada, Gesca (quotidiens La Presse, Le Soleil, La Tribune) et Quebecor (TVA, Journal de Montréal…). Marc-François Bernier, de l'Université d'Ottawa a d'ailleurs réalisé une enquête en 2007 auprès de 385 journalistes syndiqués pour recueillir leur opinion sur la concentration des médias. Résultats : près de 82% estime que celle-ci a des effets négatifs sur la pratique du journalisme, leur liberté, la perte d'emploi et diversité de l'information. Comme le souligne son auteur, « au Québec, au Canada et en Amérique du Nord, la question des impacts de la convergence des médias sur la qualité, diversité et l'intégrité de l'information demeure un vif sujet de débat depuis de nombreuses années »[67]. Parmi les critiques de la convergence, « la baisse de voix, pour recueillir et transmettre l'information, et, donc on réduit les sources d'information pour le lecteur ». Aussi, cela accentue d'ailleurs d'après les journalistes interrogés : « la cannibalisation de l'information. Même contenu partout. » Parmi les autres préoccupations, on note à 17% la perte

[66] Florence Le Cam *L'identité du groupe des journalistes du Québec au défi d'internet*.2005- thèse, p.392

[67] Marc-François Bernier, *Les journalistes face à la convergence des médias au Québec : les raisons d'un rejet massif*, p.2

d'emplois. « Si un pigiste se fait mettre à la porte par un autre média, il lui sera difficile de trouver un autre emploi chez un autre support du même groupe »[68], peut-on lire dans l'analyse des réponses à l'enquête de Marc François Bernier. Il pointe du doigt également le risque de surcharge de travail, de perte de liberté et donc au détriment de la qualité de l'information, face à l'uniformisation de l'information.

3/ Qui sont les journalistes québécois?

Il y a 4000 journalistes recensés au Québec, selon le dernier recensement effectué par la FPJQ à l'été 2012. Parmi ces journalistes, 57% sont des hommes, et parmi eux, ils sont en majorité salariés à 52%, contre 19% de pigistes, 5% de surnuméraires et 6% de contractuels (CDD). En 2003, François Demers dressait le portrait du journaliste type canadien : « moins de 40 ans, gagnant près de 50 000 dollars par an », un profil qui, selon l'auteur « sous-estime certains phénomènes, car il prend peu en compte les jeunes entrants, davantage précaires »[69].

Tout comme en France, il y a de nombreux journalistes qui travaillent à la pige, dans des conditions de travail précaires, car le statut de pigiste au Québec, est flou, sans conditions minimales de travail, et rémunération minimale. Claude Robillard, secrétaire de la FPJQ parle d'une situation de la pige « difficile ». Les entreprises profitent d'ailleurs du statut de pigiste pour employer « des pigistes comme des employés réguliers »[70], un phénomène semblable en France.

Comme en France, la majorité des journalistes travaillent dans la presse écrite : ils sont 26% à travailler dans les quotidiens, contre 21% à la télévision et 16% à la radio. A noter, que les journalistes sont tous syndiqués dans les grands médias écrits et électroniques (affiliés à la Fédération nationale de communications (CSN), et le Syndicat canadien de la fonction publique.

[68] Série de citations extraite de la P.568

[69] Citations extraites de la P 166 François Demers, *Journalistes au Canada et au Québec : reconfiguration générale*, Hermès, 2003.

[70] Lors de notre entretien réalisé en janvier 2013, à Montréal au siège de la FPJQ

4/ Des jeunes journalistes toujours plus formés comme en France ?

Dominique Payette dans son rapport, parle d'une souplesse d'entrée dans le métier. « Il n'est pas nécessaire d'avoir suivi une formation universitaire pour entrer dans le métier »[71]. Pourtant, la question de la formation selon son rapport, va devenir cruciale. Si, un code de déontologie est créé, formation va prendre une place importante, notamment en matière d'apprentissage des règles déontologiques. En effet, selon un sondage réalisé par la FPJQ en 2010, 57% des journalistes questionnés déclarent ne pas avoir reçu de formation en déontologie. Les médias plébiscitent le plus souvent des jeunes, formés à l'avance et opérationnels directement sur le terrain à l'image de la France. Pourtant, la formation et les diplômes offerts en journalisme ne sont pas identiques en France et au Québec. Au Québec, il n'y a pas d'écoles de journalisme reconnues comme en France mais on parle de baccalauréat plutôt, d'un équivalent à une licence en France. Souvent, les programmes spécialisés journalisme sont couplés avec la communication.

Parmi les formations les plus connues au Québec, on note : le baccalauréat de journalisme à l'UQAM, le seul baccalauréat français du Québec. Lors de notre enquête, 96% des répondants à la question de leur niveau d'études, ont répondu avoir obtenu le Baccalauréat[72]. Le Cegep de Jonquière dispense un programme de journalisme appelé « Arts et technologie des médias » qui permet de s'initier aux différentes techniques journalistiques. L'université de Montréal propose aussi un certificat en journalisme, programme de premier cycle. Aux côtés de ces principales formations, il existe des formations dans des écoles privées.

- Les stages, passages obligatoires ?

Différence notable par rapport aux formations en journalisme en France, au Québec, les stages ne sont pas obligatoires et pas très répandus selon les médias. Selon les résultats de notre enquête à peine 11% des répondants à la question du nombre de stages effectués ont répondu avoir fait plus de quatre stages[73]. En ce qui concerne les stages d'été par exemple, d'après un article d'Anne Caroline Desplanques, certains médias comme Radio Canada ont annulé son programme de stage en 2009 pour contraintes budgétaires. Cependant, il existe des stages plus particulièrement en tant que recherchistes à Radio canada. Au Soleil, par

[71] Rapport payette, l'information au Québec, un intérêt public, p.60
[72] Résultats en annexe III
[73] Résultats en annexe III

contre, cinq stagiaires ont été accueillis la même période pour un stage rémunéré. Selon la journaliste Anne Caroline Desplanques, « le quotidien priorise généralement ses stagiaires pour combler ses besoins en surnuméraires en cours d'année »[74].

- **Les jeunes polyvalents**

Au Québec, il n'est pas rare qu'un journaliste spécialisé radio se retrouve à faire de la télévision par exemple. De même qu'en France, les médias électroniques, la presse en ligne se développe et les jeunes spécialisés et formés au web sont recherchés.

Un jeune québécois, Mathieu, nous a parlé de son expérience (il travaille en tant que rédacteur, et journaliste radio pour la Presse canadienne)

As-tu de bonnes conditions de travail dans les entreprises de presse où tu travailles ?

A la Presse canadienne, j'ai de très bonnes conditions de travail. Je touche environ 27 dollars de l'heure, plus les bonus le soir, les horaires de nuit et fin de semaine. Je dois dire que je suis content de mes conditions, sachant la réalité du milieu. Je suis employé en tant que surnuméraire, c'est un statut précaire, je n'ai pas accès à tous les avantages sociaux de l'entreprise et je n'ai pas de vacances.

Est-ce difficile de trouver un emploi dans le journalisme au Québec ?

Il n'est pas difficile de trouver un emploi. Après, à la Presse canadienne, il y a des gens qui restent 6 voire 7 ans, avec un statut précaire, et peu de postes permanents sont créés. A TVA, ou au Journal de Montréal, par exemple, tu obtiens ta permanence plus rapidement.

Quel est ton poste ?

Je suis à la fois rédacteur, lecteur de nouvelles à la radio, et au pupitre, (je suis le chef, et je choisi la hiérarchie de l'information). J'ai eu la chance de traiter des sujets majeurs, de gros sujets politiques. Issu de la radio, mon employeur se sert de ma double facette radio pour combler les trous, je peux remplacer tout le monde comme ça**.**

Comment as-tu trouvé ton premier emploi ?

J'étais encore en formation à l'UQAM, j'ai intégré Radio Canada, ils faisaient appel à moi ponctuellement, je suis sur une liste, et ils m'appelaient quand ils avaient besoin de moi. En parallèle j'étais à la Presse canadienne. Maintenant je ne travaille que pour la Presse canadienne.

Justement, est-ce que les stages sont obligatoires dans ta formation ?

[74] Article publié sur ProjetJ le 6 mars 2012

Non, ce sont des stages facultatifs. Mais j'ai effectué au total quatre stages et quatre mois en tout.

Est-ce difficile de trouver des stages ?

Ce qui est difficile c'est d'avoir des stages pertinents, j'ai fait un mois de stage en Alberta (province canadienne) je ne faisais pas que du journalisme et faisais aussi de la recherche. Nous n'avons pas de partenariats écoles et médias mais beaucoup de médias étudiants.

Dirais-tu que le journalisme se porte bien au Québec ?

Il y a quand même des améliorations à faire pour le cadre légal et le statut des journalistes. Il faudrait un ordre professionnel pour éviter les dérives. Nous avons un conseil de presse mais tous les médias de Quebecor ont retiré leur investissement dans celui-ci et ont arrêté d'en faire partie…

Quant à l'emploi, il est plus facile d'intégrer la presse écrite que la radio ou la télévision. Le journal La Presse est dynamique, pour les nouveaux projets, il investit beaucoup dans les nouvelles technologies notamment l'Ipad, contrairement au Devoir, qui a un lectorat plus vieux…

5/ Dans quel marché les jeunes journalistes québécois s'insèrent-ils ?

Si le journalisme a connu des difficultés économiques dans les années 90, aujourd'hui il semble que le secteur n'est pas aussi bouché qu'en France (voir encadré ci-dessous).

Pour autant, les débuts des jeunes au Québec, s'apparentent aussi aux débuts précaires que connaissent les jeunes journalistes français. Là aussi le recours aux formes de contrats précaires type CDD est d'usage : au Québec on parle d'emplois surnuméraires, contractuels, ou piges. Lors de notre enquête, 50% ont déclaré avoir été employé, à leur première embauche en tant que surnuméraire (emploi créé pour une période déterminée, pour combler une pénurie provisoire de ressources humaines).

Entretien avec Claude Robillard, secrétaire générale de la FPJQ

Est-ce que les médias québécois ont connu une crise semblable à celle des médias aux Etats-Unis ?

Nous n'avons pas de difficultés comme les médias américains, ici les médias n'ont pas fermé. On est surpris de ne pas avoir connu une telle crise. Nous avons eu quelques difficultés comme le conflit à Quebecor, où la salle de rédaction est passée de 100 à 20 personnes. L'emploi s'est déplacé : les journalistes du journal de Montréal se sont retrouvés à la Presse.

Dans quels médias y a-t-il des possibilités d'emplois en journalisme au Québec ?
L'importance des innovations technologiques est remarquable et créé des emplois. Ici, des sites se développent, et La Presse travaille sur son projet d'IPad et recrute des journalistes pour ça.
Quels types de jeunes journalistes les médias recherchent-ils ?
Ils recherchent des jeunes qui ont fait des études en journalisme ou l'équivalent. C'est « la preuve du pudding » en quelque sorte, quelqu'un qui a de l'expérience, un bon portfolio peut être recruté. Maintenant les médias ont tendance à prendre des jeunes formés. Avant, à l'Actualité par exemple, le rédacteur en chef prenait sous son aile le jeune.

Pensez-vous que la formation en journalisme au Québec est adaptée au marché du travail?
C'est une bonne question. Ici, le milieu universitaire est un « vase clos ». Il évolue lentement, il n'y a pas vraiment de relations entre l'école et l'entreprise. Ici, il n'y a pas de programme de stages, aussi les entreprises n'ont pas la culture du stage comme en France. A Gesca, avant, il y avait deux employés à temps plein pour encadrer les stagiaires, puis la crise a frappé en 2008. Il y a cependant quelques bourses qui donnent accès à des stages comme la bourse AJIQ Le Devoir.

6/ Les journalistes québécois et Internet

Les médias québécois, ont fait leur premiers pas journalistiques sur Internet au cours des années 1996. Radio canada, a commencé à diffuser toute sa production sur Internet et le magazine Voir créé son site internet (Lapointe, 1996). Comme en France et dans le reste du monde, les médias québecois se sont tournés vers Internet, cela soulève donc de nouveaux enjeux au niveau de l'information. « Réinventer les médias canadiens », a alors offert une réflexion sur les médias québécois à l'ère d'internet, car comme il le précise en ouverture de son rapport : « Les avantages des nouveaux outils comme l'internet pour les médias traditionnels sont évidents, mais les risques qu'ils représentent le sont également. » [75]

Sont pointés du doigt dans ce rapport les enjeux liés à l'arrivée d'Internet dans les médias : le modèle économique, le risque pour la presse de perdre de plus en plus de lecteurs au profit d'Internet. « La plus grande partie de cette diminution est attribuable au déplacement

[75] Réinventer les médias canadiens, rapport sommaire, février 2011 extrait d' une conférence à Ottawa, le 19 mai 2010 organisée par le Forum des politiques publiques et la Commission canadienne pour l'UNESCO associés avec le Consortium canadien de recherche sur les médias et la Société Radio-Canada/CBC.P.1

vers la radio et vers la télévision puis, plus récemment, vers l'internet. Entre 1980 et 2005, le lectorat de la presse écrite a chuté du tiers », peut-on lire dans le rapport. [76] Les modèles économiques sont aussi un des enjeux de la viabilité des médias d'informations en ligne, mais ce qui ressort du rapport et le rôle des journalistes dans ce contexte de mutations technologiques. Le journaliste, garde, selon l'auteur, un rôle essentiel, l'art de « raconter des histoires », constitue une fonction essentielle du journalisme », selon Andrew Potter, alors directeur de l'information au quotidien *The Ottawa Citizen*[77]. Les fondamentaux du journalisme demeurent alors dans ce contexte de mutations technologiques, comme en France.

7/ Des journalistes mieux « lotis » qu'en France ?

Une question peut se poser dans le cadre de notre mémoire de recherche sur la place des jeunes journalistes dans la profession et sur leur insertion professionnelle notamment. En ouvrant cette dernière partie du mémoire sur le cas du Québec, nous pouvons donc rapprocher les deux pays pour voir si l'insertion des jeunes journalistes est plus facile qu'en France. Nous avons vu dans la première partie les difficultés du marché d'emploi en journalisme et des contrats précaires banalisés chez les jeunes journalistes français. Au Québec, nous venons de voir que les perspectives d'emploi sont assez bonnes d'après Claude Robillard, mais l'usage de contrats précaires est aussi employé pour les jeunes journalistes québécois.

Certains jeunes français font le pari de la Belle Province pour trouver du travailler. D'ailleurs, selon les chiffres du consulat général de France, il y aurait ainsi près de 80 000 Français à Montréal. La ville accueille d'ailleurs deux-tiers des Français vivant au Canada. Annabelle Blais, dans un article publié par la FPJQ[78] donne la parole aux Français. Certains sont venus étudier le journalisme au Québec, faute d'avoir été sélectionné lors des concours d'entrée en école de journalisme. D'autres ont étudié en France puis sont partis au Québec pour y travailler. Dans l'article de la journaliste, elle précise que la rédaction du quotidien Metro de Montréal est composée à un tiers de Français.

Quand ils intègrent des médias québécois les Français doivent aussi s'adapter à un nouveau mode d'écriture, c'est ce qu'explique à la journaliste, un jeune français qui a étudié à

[76] Ibid, p.4
[77] Ibid, p.8
[78] *Le Québec est-il devenu la terre promise des journalistes français ?,* revue Trente, FPJQ : http://trente.ca/2011/02/les-francais-debarquent-a-montreal/

l'université de Montréal (Udem) : « Le journalisme français est différent, il y a un peu plus d'opinions, alors qu'ici, on se concentre sur les faits. Le style d'écriture est aussi différent, il y a moins de blabla au Québec. ». Pourtant, il semblerait que le journaliste français soit apprécié justement pour son niveau de langue. « Ici, il y a un manque de journalistes qui savent écrire, et c'est vrai que les journalistes français savent écrire ». Vient ensuite, la nécessité de s'adapter au langage courant québécois, qui a ses propres expressions, souvent jamais employées en France. Et au journaliste aussi de s'adapter à une autre culture, un autre contexte politique par exemple.

Conclusion

En guise de conclusion, nous pouvons dire que ce travail de recherche, nous a permis de cerner les difficultés d'insertion des nouveaux entrants dans la profession, la précarité de cette insertion, avec des phases d'entrée sur le marché précaires, des types de contrat à courte durée. Ces contrats qui sont sensés constituer des sas d'entrée, appellation utilisée par Dominique Marchetti, deviennent pourtant des systèmes organisés d'emploi précaires, qui, prévus pour être provisoires, se pérennisent au profit des entreprises de presse, et de certaines personnes qui les utilisent pour des questions de « liberté » ou de rentabilité économique. Mais le tableau n'est pas tout noir, puisque nous l'avons constaté, certains pigistes vivent bien ce qui est parfois hâtivement qualifié de « précarité ». Ils y trouvent une certaine liberté, épanouissement personnel. Même avec les bouleversements économiques, technologiques liés à l'arrivée d'Internet, les valeurs du journalisme, le rôle du journaliste dans ce contexte mouvant persiste, il reste un acteur de l'information, et a un rôle à jouer dans la société, comme « passeur ». Dans ce contexte, même si les jeunes sont confrontés à des défis d'insertion, ils sont les nouveaux acteurs de ce journalisme en mutation puisque la profession on la vu rajeunie de plus en plus. Ces jeunes qui sont toujours plus nombreux à se présenter aux concours des écoles de journalisme, ont la volonté d'exercer « un *métier où l'on sera utile, où on fera quelque chose pour la société. Ils ont l'impression que les métiers actifs et utiles sont rares »* note le spécialiste des médias Jean-Marie Charon[79]. Cela est aussi une question de génération, avec le phénomène de la génération Y, ces jeunes de 15 à 25 ans, qui veulent faire le métier qui leur plaît. Des jeunes, qui sont de plus en plus présents dans les web rédactions, et qui restent, l'avenir du journalisme….

[79] Jean Marie Charon dans un article publié par Slate.fr « Pourquoi les jeunes veulent-ils tous être journalistes ? » http://www.slate.fr/story/19403/pourquoi-les-jeunes-veulent-ils-tous-etre-journalistes

Bibliographie

O. Baisnée (Persée), Accardo Alain, (1998) *Journalistes précaires*, Politix, vol.13 N°50 Deuxième trimestre 2000

Gilles Bastin, *le « journaliste relié » Intermédiation du marché du travail dans les mondes de l'information à l'âge du web 2*.0. Demande de subvention de recherche à la commission scientifique de l'IEP de Grenoble, Hypothèses.org

Marc-François Bernier, (2008) *Les journalistes face à la convergence des médias au Québec : les raisons d'un rejet massif*, CREJ, centre de recherche en éthique du journalisme

Anne Carbonnel, Olfa Greselle, *Nouvelles compétences, nouvelles frontières : les défis des métiers du journalisme ?,* Obsweb

Anne Carbonnel, CEREFIGE, Université de Metz et Arnaud Mercier, CREM, Université de Metz, *Webjournaliste : une identité fragile dans un contexte de mutations professionnelles,* XXIIè congrès de l'AGRH, Marrakech, Octobre 2011

François Demers, (2003) *Journalistes au Canada et au Québec : Reconfiguration générale*, Hermès

Valérie Devillard, (2002) *Les trajectoires des journalistes détenteurs de carte de presse entre 1990 et 1998. La montée de la précarité*, Communication et langages, n°133, 3ème trimestre 2002

Yannick Estienne, (2007) *Le journalisme à l'épreuve d'internet,* Paris, L'Harmattan, 314 p.

Florence Le Cam, *(2005) L'identité du groupe des journalistes du Québec au défi d'internet*, thèse

Marc-François Bernier, (2010) *Les journalistes face à la convergence des médias au Québec : les raisons d'un rejet massif*, CREJ, centre de recherche en éthique du journalisme, *Canadian Journal of Communication Vol 35 , p.* 565-573

Camille Laville, (2008) *Comment les formations se saisissent des transformations du journalisme*, dossier Médiamorphoses : Journalisme : former au changement

Christine Leteinturier, (2008) *La formation des journalistes français : quelles évolutions ? Quels atouts à l'embauche ? Le cas des nouveaux titulaires de la carte de presse*

Dominique Marchetti, Denis Ruellan (2001) *Devenir journalistes. Les conditions d'entrée sur marché du travail*, Paris, La Documentation française

Dominique Marchetti (2003), *Les ajustements du marché scolaire au marché du travail journalistique*, revue Hermès n°35

Faïza Naït-Bouda, (2012) *Reconfiguration du champ journalistique et logiques sociales : Enjeux d'une représentation des journalistes pigistes en précaires*, thèse soutenue le 28 novembre 2012, Université de Grenoble (GRESEC)

Lionel Okas, (2007) *Faire de nécessité vertu. Pratiques de la précarité des journalsites dans deux entreprises d'audiovisuel public*. Presses de Sciences Po, Sociétés contemporaines

Nicolas Pélissier (2009), *Journalisme, avis de recherche,* Bruylant, Bruxelles

Denis Ruellan, (2001) *Socialisation des journalistes entrant dans la profession*, Quaderni. N. 45, Automne 2001. Figures du journalisme : critique d'un imaginaire professionnel. pp. 137-152.

Webographie

Pour la partie France :

Rapports de la Commission de la Carte d'Identité des Journalistes Professionnels (CCIJP) : http://www.ccijp.net/ études sur la population des journalistes réalisées avec l'observatoire des métiers de la presse : http://metiers-presse.org/

Obsweb : http://obsweb.net/

Article Slate.fr « *Pourquoi les jeunes veulent-ils tous être journalistes ?* »
http://www.slate.fr/story/19403/pourquoi-les-jeunes-veulent-ils-tous-etre-journalistes

Le Monde, 11 avril 2013 « *Génération Y… Les empêcheurs de travailler en rond* »
http://www.lemonde.fr/societe/article/2013/04/11/generation-y-les-empecheurs-de-travailler-en-rond_3158117_3224.html

Pour la partie Québec :

Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) : http://fpjq.org/

Chaire de recherche en éthique du journalisme (CREJ) -Université d'Ottawa : http://www.crej.ca/

Projetj.ca : Observatoire du journalisme : http://projetj.ca/

Rapport sur « L'information au Québec, un intérêt public », par le Groupe de travail sur le journalisme et l'avenir de l'information au Québec :
http://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=3355&tx_lesecrits_pi1%5Becrit%5D=592&cHash=10a75996d801a5fb86c6a10b2fe460ac

ANNEXES

Table des annexes :

I / Enquête sur l'insertion professionnelle des journalistes p. 47

II / Réponses au questionnaire d'enquête sur l'insertion professionnelle des journalistes en France p.54

III / Réponses au questionnaire d'enquête sur l'insertion professionnelle des journalistes au Québec p.59

I / Enquête sur l'insertion professionnelle des journalistes en France

Enquête réalisée dans le cadre de mon mémoire de fin d'études à l'École de Journalisme de Grenoble. Ce mémoire traite de l'insertion professionnelle des journalistes en France et au Québec. Je vous remercie du temps que vous consacrerez à répondre à ce questionnaire.
Cécile Marche- Étudiante en Master 2 Journalisme- cecile.marche31@yahoo.fr

Votre formation

1/ Indiquez votre parcours scolaire

- ☐ Baccalauréat
- ☐ Licence
- ☐ Master
- ☐ Doctorat

2/ Précisez le domaine d'études et l'intitulé de votre dernier diplôme: _____

3/ En quelle année avez-vous obtenu votre dernier diplôme? _____

4/ Précisez dans quelle ville et université: _____

5/ Combien de stages avez-vous effectué en journalisme?

- ☐ 0
- ☐ 1
- ☐ 2
- ☐ 3
- ☐ Plus de 4

6/ Si vous avez effectué des stages, indiquez dans quel(s) médias?

- ☐ Presse écrite
- ☐ Presse en ligne
- ☐ Radio
- ☐ Télévision
- ☐ Autre : _____

7/ La durée totale de vos stages est comprise entre:

- 0 et 1 mois
- entre 1 et 3 mois
- entre 3 et 6 mois
- entre 6 mois et 1 an
- de 1 an à 2 ans
- 2 ans et plus

L'insertion professionnelle

8/ En quelle année avez-vous trouvé votre premier emploi en journalisme? Si vous êtes en recherche d'emploi, passez directement à la question 33

9/ Pour quel(s) médias travailliez-vous? Vous pouvez cocher plusieurs cases

- Presse écrite
- Presse en ligne
- Radio
- Télévision
- Autre

10/ Etiez-vous:

- En poste/permanent
- Pigiste
- Autre :

11/ Pouvez-vous préciser dans quelle ville

12/ Etiez-vous encore en formation lorsque vous avez trouvé ce premier emploi?

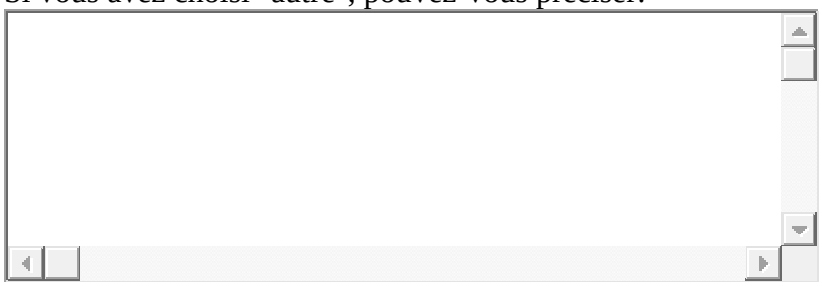
- Oui
- Non

13/ Comment avez-vous trouvé votre premier emploi?

- Stage
- Offre d'emploi
- Relations
- Candidature spontanée
- Réseaux sociaux

- ☐ Autre

Si vous avez choisi "autre", pouvez-vous préciser:



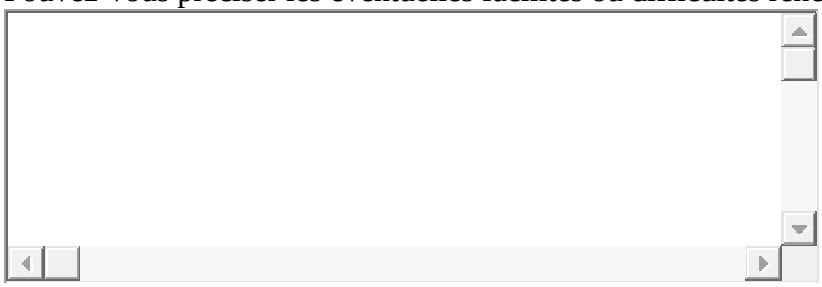
14/ Combien de temps votre recherche d'emploi a-t-elle duré?

- ○ Moins de 1 mois
- ○ de 1 à 6 mois
- ○ De 6 mois à 1 an
- ○ Plus de 1 an

15/ Votre recherche d'emploi a-t-elle été:

- ○ Très facile
- ○ Facile
- ○ Normale
- ○ Difficile
- ○ Très difficile

Pouvez-vous préciser les éventuelles facilités ou difficultés rencontrées?



16/ Quelle était la nature de votre contrat?

- ☐ A durée indéterminée
- ☐ A durée déterminée
- ☐ A temps partiel
- ☐ Piges
- ☐ Stage
- ☐ Autre :

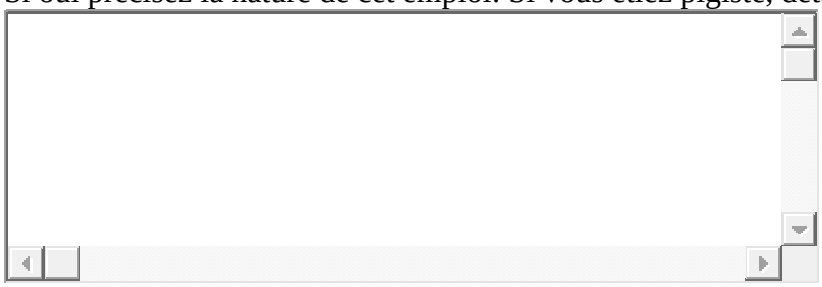
17/ Combien de temps avez-vous occupé ce poste?

- Moins de 3 mois
- De 3 à 6 mois
- De 6 mois à 1 an
- De 1 à 2 ans
- Je l'occupe toujours

18/ Votre salaire annuel net s'élevait à:
19/ Aviez-vous un autre emploi en complément de ce premier emploi?

- Oui
- Non

Si oui précisez la nature de cet emploi: Si vous étiez pigiste, détaillez vos collaborations



20/ Quelle était la part de vos revenus issus du journalisme?

- Moins de 20%
- De 25 à 50%
- De 50 à 75 %
- De 75 à 100%
- 100%

Votre activité actuelle

(Si différente de votre premier emploi)
21/ Pour quel(s) médias travaillez-vous actuellement? (si vous êtes actuellement sans emploi, passez directement à la question 33

- Presse écrite
- Presse en ligne
- Radio
- Télévision

- ☐ Autre :

22/ Vous travaillez dans ce(s) média(s) en tant que:

- ☐ En poste/permanent
- ☐ Pigiste
- ☐ Autre :

23/ Quelle est votre fonction exacte?

24/ Dans quelle(s) ville(s) travaillez-vous?
25/ Quelle est la nature de votre contrat? (Si vous avez plusieurs emplois, vous pouvez cocher plusieurs cases)

- ☐ A durée indéterminé
- ☐ A durée déterminée
- ☐ A temps partiel
- ☐ Piges
- ☐ Stage

26/ Depuis combien de temps occupez-vous ce(s) poste(s)??

- ○ Moins de 3 mois
- ○ de 3 à 6 mois
- ○ de 6 à 1 an
- ○ de 1 à 2 ans
- ○ Plus de 2 ans

27/ Votre salaire annuel brut s'élève à:
28/ Avez-vous un autre emploi en complément de cet emploi?

- ○ Oui
- ○ Non

Si "oui" précisez la nature de cet emploi: Si vous êtes pigiste, détaillez vos collaborations

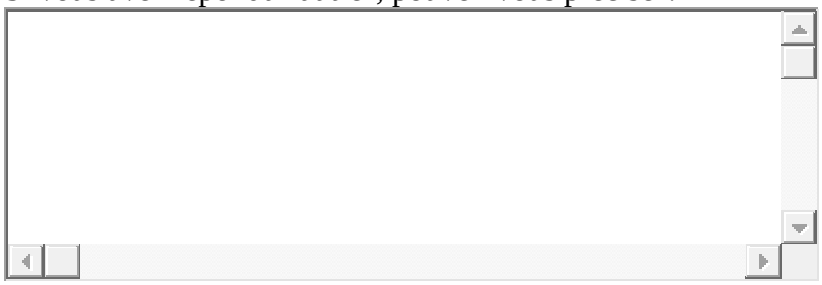
30/ Quelle est la part de vos revenus issus du journalisme?

- ☐ Moins de 25%
- ☐ Entre 25 et 50%
- ☐ Entre 50 et 75 %
- ☐ Entre 75 et 100%
- ☐ 100%

31/ Comment avez-vous intégré votre entreprise actuelle?

- ○ Stage
- ○ Relations
- ○ Offre d'emploi
- ○ Candidature spontanée
- ○ Réseaux sociaux
- ○ Autre

Si vous avez répondu "autre", pouvez-vous préciser?



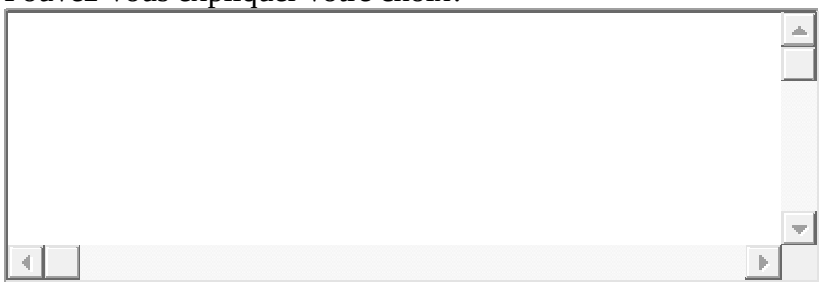
32/ Combien de temps vos recherches ont-elles duré?

- ○ Moins de 1 mois
- ○ De 1 à 3 mois
- ○ De 3 à 6 mois
- ○ De 6 mois à 1 an
- ○ Plus de 1 an

33/ Selon vous, la recherche d'emploi en France est-elle difficile?

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Pas du tout	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	Très difficile

Pouvez-vous expliquer votre choix?



Informations personnelles

34/ Votre âge:
35/ Votre sexe:

- ○ Homme
- ○ Femme

36/ Votre ville de naissance
37/ Puis-je vous recontacter pour plus de renseignements?

- ○ Oui
- ○ Non

Si oui, indiquez votre adresse email:

II/ Réponses au qestionnaire d’enquête sur l'insertion professionnelle des journalistes en France

Votre formation

1/ Indiquez votre parcours scolaire

Baccalauréat	15	23%
Licence	19	30%
Master	56	88%
Doctorat	0	0%

5/ Combien de stages avez-vous effectué en journalisme?

0	6	9%
1	7	11%
2	4	6%
3	10	16%
Plus de 4	38	59%

6/ Si vous avez effectué des stages, indiquez dans quel(s) médias?

Presse écrite	46	81%
Presse en ligne	15	26%
Radio	7	12%
Télévision	7	12%
Other	25	44%

7/ La durée totale de vos stages est comprise entre:

0 et 1 mois	3	5%
entre 1 et 3 mois	15	23%
entre 3 et 6 mois	15	23%
entre 6 mois et 1 an	21	33%
de 1 an à 2 ans	4	6%
2 ans et plus	0	0%

L'insertion professionnelle

9/ Pour quel(s) médias travailliez-vous?

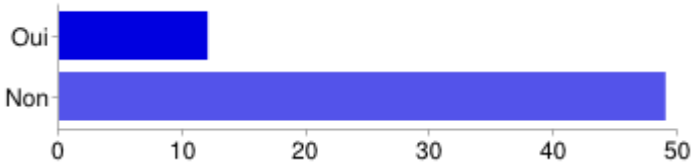
Presse écrite	45	73%
Presse en ligne	7	11%
Radio	8	13%

Télévision	7	11%
Autre	1	2%

10/ Etiez-vous:

En poste/permanent	9	15%
Pigiste	17	28%
Other	36	59%

12/ Etiez-vous encore en formation lorsque vous avez trouvé ce premier emploi?

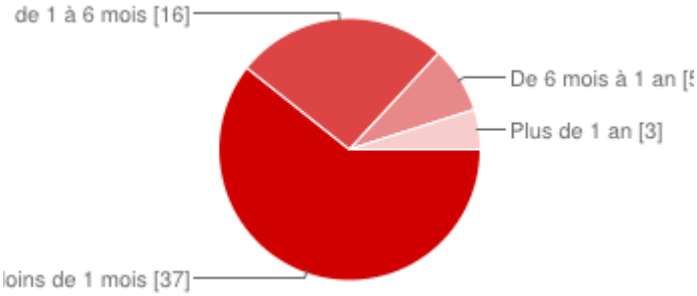


Oui	12	20%
Non	49	80%

13/ Comment avez-vous trouvé votre premier emploi?

Stage	24	39%
Offre d'emploi	4	7%
Relations	14	23%
Candidature spontanée	13	21%
Réseaux sociaux	2	3%
Autre	11	18%

14/ Combien de temps votre recherche d'emploi a-t-elle duré?



Moins de 1 mois	37	58%
de 1 à 6 mois	16	25%
De 6 mois à 1 an	5	8%
Plus de 1 an	3	5%

15/ Votre recherche d'emploi a-t-elle été:

Très facile	15	23%
Facile	11	17%
Normale	19	30%
Difficile	12	19%
Très difficile	3	5%

16/ Quelle était la nature de votre contrat?

A durée indéterminée	12	19%
A durée déterminée	37	60%
A temps partiel	1	2%
Piges	14	23%

Stage	0	0%
Other	0	0%

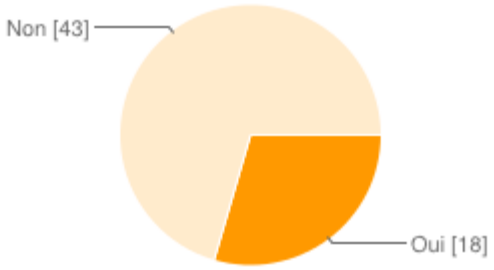
17/ Combien de temps avez-vous occupé ce poste?

Moins de 3 mois	19	30%
De 3 à 6 mois	10	16%
De 6 mois à 1 an	3	5%
De 1 à 2 ans	16	25%
Je l'occupe toujours	9	14%

18/ Votre salaire annuel net s'élevait à:

Moins de 10 000 euros	16	25%
Entre 10 000 et 15 000 euros	15	23%
Entre 15 000 et 20 000 euros	18	28%
Entre 20 000 et 25 000 euros	4	6%
Entre 25 000 et 30 000 euros	8	13%
Entre 30 000 et 35 000 euros	0	0%
Plus de 35 000 euros	0	0%

19/ Aviez-vous un autre emploi en complément de ce premier emploi?



Oui	18	28%
Non	43	67%

20/ Quelle était la part de vos revenus issus du journalisme?

Moins de 20%	3	5%
De 25 à 50%	1	2%
De 50 à 75 %	3	5%
De 75 à 100%	6	9%
100%	47	73%

Votre activité actuelle

21/ Pour quel(s) médias travaillez-vous actuellement?

Presse écrite	41	79%
Presse en ligne	17	33%
Radio	4	8%
Télévision	2	4%
Other	2	4%

22/ Vous travaillez dans ce(s) média(s) en tant que:

En poste/permanent	4	7%
Pigiste	27	50%
Other	24	44%

25/ Quelle est la nature de votre contrat?

A durée indéterminé	19	37%
A durée déterminée	17	33%
A temps partiel	0	0%
Piges	24	46%
Stage	0	0%

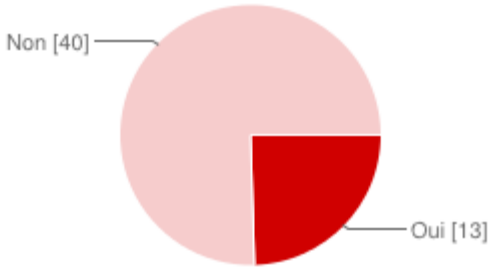
26/ Depuis combien de temps occupez-vous ce(s) poste(s)??

Moins de 3 mois	5	8%
de 3 à 6 mois	12	19%
de 6 à 1 an	6	9%
de 1 à 2 ans	11	17%
Plus de 2 ans	19	30%

27/ Votre salaire annuel brut s'élève à:

Moins de 10 000 euros	15	23%
Entre 10 000 et 15 000 euros	12	19%
Entre 15 000 et 20 000 euros	8	13%
Entre 20 000 et 25 000 euros	8	13%
Entre 25 000 et 30 000 euros	7	11%
Entre 30 000 et 35 000 euros	2	3%
Plus de 35 000 euros	1	2%

28/ Avez-vous un autre emploi en complément de cet emploi?



Oui	13	20%
Non	40	63%

30/ Quelle est la part de vos revenus issus du journalisme?

Moins de 25%	3	6%
Entre 25 et 50%	3	6%
Entre 50 et 75 %	6	11%
Entre 75 et 100%	6	11%
100%	35	66%

31/ Comment avez-vous intégré votre entreprise actuelle?

Stage	2	3%
Relations	15	23%
Offre d'emploi	9	14%
Candidature spontanée	15	23%
Réseaux sociaux	1	2%
Autre	9	14%

32/ Combien de temps vos recherches ont-elles duré?

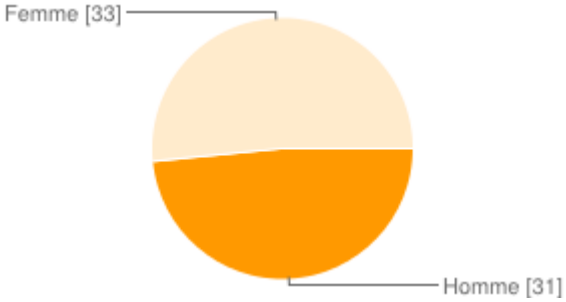
Moins de 1 mois	17	27%
De 1 à 3 mois	16	25%
De 3 à 6 mois	5	8%
De 6 mois à 1 an	2	3%
Plus de 1 an	6	9%

33/ Selon vous, la recherche d'emploi en France est-elle difficile?

1 - Pas du tout	0	0%
2	1	2%
3	0	0%
4	1	2%
5	3	5%
6	4	6%
7	13	20%
8	21	33%
9	7	11%
10 - Très difficile	12	19%

Informations personnelles

35/ Votre sexe:



Homme	31	48%
Femme	33	52%

III/ Réponses au questionnaire d’enquête sur l'insertion professionnelle des journalistes au Québec

Votre formation

1/ Indiquez votre parcours scolaire

Cegep	12	46%
Baccalauréat	25	96%
Maîtrise	4	15%
Doctorat	0	0%
Other	1	4%

5/ Combien de stages avez-vous effectué en journalisme?

0	4	15%
1	7	26%
2	11	41%
3	2	7%
4 et plus	3	11%

6/ Si vous avez effectué des stages, indiquez dans quel(s) médias

Presse écrite	16	70%
Télévision	8	35%
Radio	12	52%
Presse en ligne	3	13%
Other	1	4%

7/ La durée totale de vos stages est comprise entre :

0 et 1 mois	3	13%
De 1 à 3 mois	7	30%
De 3 à 6 mois	10	43%
De 6 mois à 1 an	2	9%
De 1 an à 2 ans	1	4%
2 ans et plus	0	0%

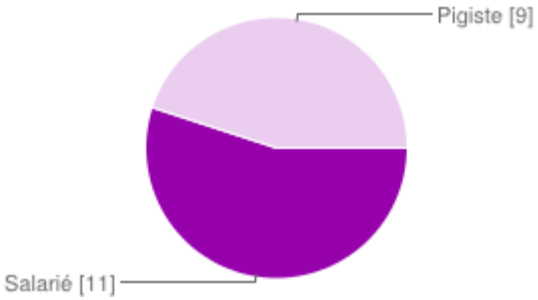
L'insertion professionnelle

9/ Pour quel(s) médias travailliez-vous?

Presse écrite	16	76%
Télévision	1	5%
Radio	6	29%
Presse en ligne	0	0%
Other	0	0%

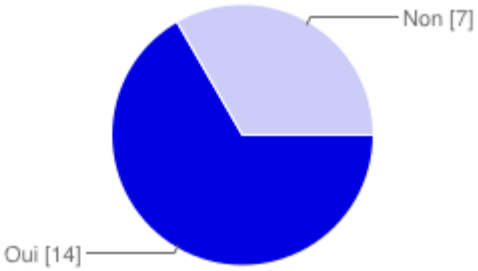
Les utilisateurs peuvent cocher plusieurs cases, donc les pourcentages peuvent être supérieurs à 100 %.

10/ Etiez-vous:



Salarié	11	41%
Pigiste	9	33%

12/ Etiez-vous encore en formation, lorsque vous avez trouvé votre premier emploi?

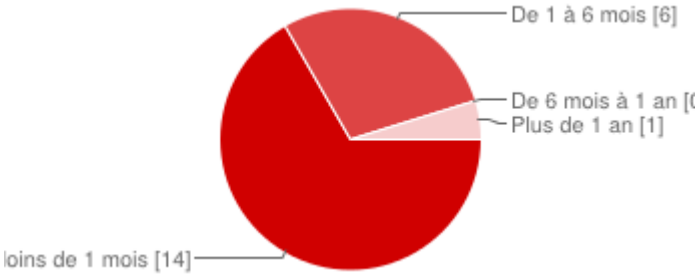


Oui	14	52%
Non	7	26%

13/ Comment avez-vous trouvé ce premier emploi?

Stage	9	43%
Relations	4	19%
Offre d'emploi	3	14%
Candidature spontanée	4	19%
Réseaux sociaux	0	0%
Autre	3	14%

14/ Combien de temps votre recherche d'emploi a-t-elle duré?



Moins de 1 mois	14	52%
De 1 à 6 mois	6	22%
De 6 mois à 1 an	0	0%
Plus de 1 an	1	4%

15/ Votre recherche d'emploi a-t-elle été:

Très facile	5	24%
Facile	7	33%
Normale	8	38%
Difficile	1	5%
Très difficile	0	0%

16/ Quelle était la nature de votre contrat?

Permanent	2	10%
Contractuel	2	10%
Temps partiel	3	15%
Surnuméraire	10	50%
Stage	1	5%
Piges	6	30%
Other	0	0%

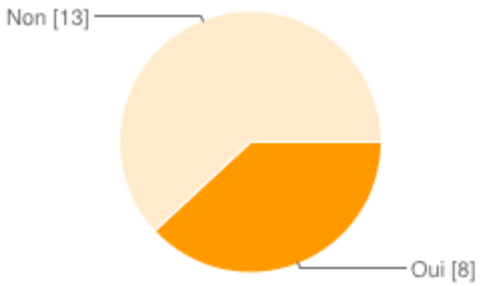
17/ Combien de temps avez-vous occupé ce poste?

Moins de 3 mois	4	15%
De 3 à 6 mois	4	15%
De 6 mois à 1 an	0	0%
De 1 à 2 ans	6	22%
Je l'occupe toujours	6	22%

18/ Votre salaire annuel brut s'élevait à :

Moins de 25 000 dollars	13	48%
Entre 25 000 et 45 000 dollars	6	22%
Entre 45 000 et 60 000 dollars	1	4%
Plus de 60 000 dollars	0	0%

19/ Aviez-vous un autre emploi en complément de votre premier emploi?



Oui	8	30%
Non	13	48%

20/ Quelle était la part de vos revenus issue du journalisme?

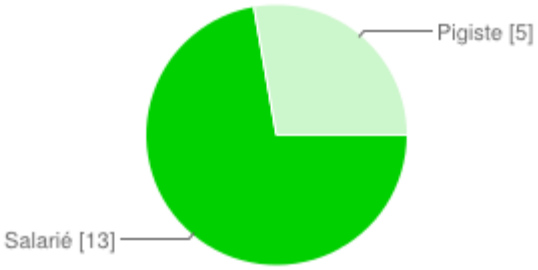
moins de 25 %	4	20%
entre 25 et 50%	0	0%
entre 50 et 75%	2	10%
entre 75 et 100%	3	15%
100%	11	55%

Votre activité actuelle

21/ Pour quel(s) médias travaillez-vous actuellement?

Presse écrite	12	67%
Télévision	2	11%
Radio	4	22%
Presse en ligne	3	17%
Sans emploi	0	0%
Other	1	6%

22/Vous travaillez dans ce média en tant que:



Salarié	13	48%
Pigiste	5	19%

24/ Quelle est la nature de votre contrat?

Permanent	8	44%
Contractuel	2	11%
Temps partiel	0	0%
Surnuméraire	3	17%
Stage	0	0%
Piges	4	22%
Other	1	6%

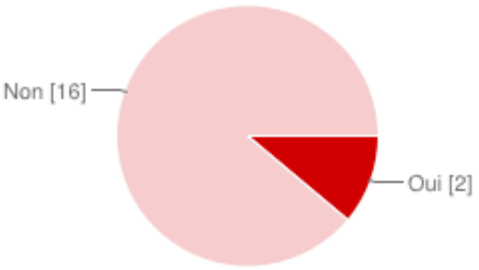
25/ Depuis combien de temps occupez-vous ce(s) poste(s)?

Moins de 3 mois	4	15%
De 3 à 6 mois	2	7%
De 6 mois à 1 an	5	19%
De 1 an à 2 ans	0	0%
Plus de 2 ans	6	22%

26/ Votre salaire annuel brut s'élève à :

Moins de 25 000 dollars	5	19%
Entre 25 000 et 45 000 dollars	3	11%
Entre 45 000 et 60 000 dollars	4	15%
Plus de 60 000 dollars	5	19%

27/ Avez-vous un autre emploi en dehors de votre poste actuel?



Oui	2	7%
Non	16	59%

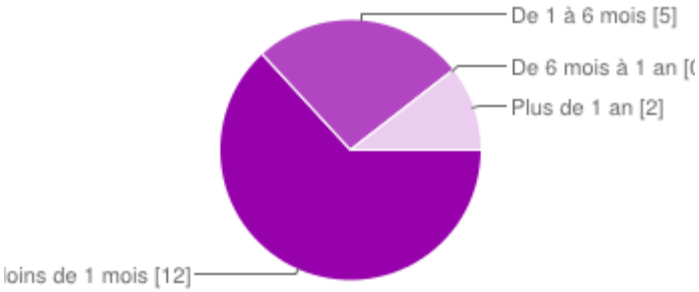
28/ Quelle est la part de vos revenus issue du journalisme?

moins de 25%	1	6%
entre 25 et 50%	1	6%
entre 50 et 75%	0	0%
entre 75 et 100%	4	24%
100%	12	71%

29/ Comment avez-vous intégré votre entreprise actuelle?

Stage	5	29%
Relations	6	35%
Offre d'emploi	6	35%
Candidature spontanée	3	18%
Réseaux sociaux	1	6%
Other	0	0%

30/ Combien de temps vos recherches ont-elles duré?



Moins de 1 mois	12	44%
De 1 à 6 mois	5	19%
De 6 mois à 1 an	0	0%
Plus de 1 an	2	7%

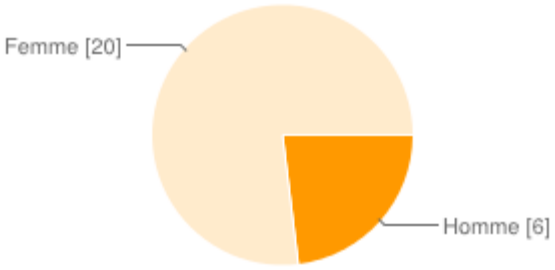
31/ Selon vous, la recherche d'emploi en journalisme est-elle difficile au Québec?

pas du tout — très difficile

1 - pas du tout	0	0%
2	0	0%
3	1	4%
4	2	7%
5	5	19%
6	6	22%
7	7	26%
8	1	4%
9	2	7%
10 - très difficile	2	7%

Informations personnelles

33/ Votre sexe:



Homme	6	22%
Femme	20	74%

Résumé

Mutations technologiques, économiques, et structurelles ont bouleversé le marché du travail journalistique. Ce travail de recherche a pour objet de faire l'état des lieux de l'insertion professionnelle des jeunes journalistes, c'est-à-dire des nouveaux entrants dans cette profession en mutation. Aborder la question de l'insertion professionnelle permet aussi d'analyser les enjeux de cette profession tels que les mécanismes de la précarisation croissante de ces jeunes et les bouleversements technologiques liés à l'arrivée d'Internet sur notre profession. Ce mémoire de recherche donnera ainsi un aperçu de deux situations d'insertion professionnelle, celle de la France puis du Québec.

Mots clés : Insertion- jeunes-marché-précarité-Internet-France-Québec